



RÉSUMÉ DE LA QUATRIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE ET 3ÈME CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE DE LA CLD: 9-12 MARS 2015

La quatrième session extraordinaire du Comité de la science et de la technologie (CST S-4) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), avec la 3^e Conférence scientifique de la CLD, s'est tenue du 9 au 12 mars 2015, à Cancun, au Mexique. Environ 300 personnes, dont presque la moitié appartient à la communauté scientifique, se sont inscrites à la réunion. Des représentants gouvernementaux et de la société civile, des organisations intergouvernementales et des Nations Unies y ont également participé.

Les participants à la Conférence scientifique avaient été chargés par la Conférence des Parties (CdP) de la CLD de traiter le thème de « La lutte contre la désertification/la dégradation des terres et la sécheresse pour la réduction de la pauvreté et le développement durable: La contribution de la science, de la technologie et des savoirs et pratiques traditionnels ». Ils ont examiné ce thème sur la base d'un Rapport d'impulsion sur « Le changement climatique et la désertification: l'anticipation, l'évaluation et l'adaptation aux changements futurs dans les zones arides », plusieurs déclarations et trois ateliers parallèles, présentant, chacun, des exposés par affiches, suivis de débats. La conférence scientifique a été organisée par le Savoir scientifique et traditionnel au service du consortium de développement durable, sous la direction du Bureau du CST et du Comité consultatif scientifique de la Conférence.

Parallèlement aux délibérations officielles, des manifestations organisées en marge de la conférence ont eu lieu, matin, midi et soir, tout au long de la semaine, montrant, entre autres, les avancées accomplies dans le domaine des outils et des techniques, les nouvelles initiatives et les activités thématiques et régionales, qui vont de l'utilisation de l'imagerie satellitaire nouvellement disponible, à la production d'une publication sur les Perspectives de l'aménagement territorial planétaire, en passant par les progrès réalisés dans l'élaboration du Portail de courtage des données scientifiques, commandé par la CdP.

Ouvrant la réunion, le président du CST Uriel Safrieli a souligné le caractère unique de l'initiative combinant une conférence scientifique avec une réunion de responsables

politiques nationaux. Les organisateurs de la Conférence scientifique ont souligné que la Conférence allait déployer un nouveau format tenant compte des enseignements tirés des deux premières itérations de cette nouvelle approche visant à combler le fossé entre la science et la politique. L'événement marquait également la première réunion de la CLD avec la participation active de l'interface scientifique et politique nouvellement créée, qui a tenu sa deuxième réunion juste avant l'ouverture de la CST S-4, les 7 et 8 mars 2015. Le rapport de la CST S-4 sera transmis à la 12^e réunion du CST et à la CdP qui se tiendra à Ankara, en Turquie, en octobre 2015.

BREF HISTORIQUE DE LA CLD

La CLD est la pièce maîtresse des efforts fournis par la communauté internationale dans le cadre de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres dans les zones arides. La Convention a été adoptée le 17 juin 1994, et est entrée en vigueur le 26 décembre 1996. Elle compte aujourd'hui 194 parties. La CLD reconnaît les aspects physiques, biologiques et socio-économiques de la désertification, ainsi que l'importance de l'implication des communautés locales dans la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS). L'élément central de la CLD est l'élaboration de

DANS CE NUMÉRO

Bref historique de la CLD	2
Compte-rendu des réunions	3
La plénière d'ouverture de la CST S-4.....	3
3 ^e Conférence scientifique de la CLD.....	4
La plénière de clôture de la CST S-4	15
Brève analyse des réunions.....	16
Réunions à venir	19
Glossaire	20

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Pia Kohler, Ph.D., Suzi Malan, Ph.D., Wangu Mwangi, et Lynn Wagner, Ph.D. Edition numérique: Angeles Estrada. Version française: Mongi Gadhoun - Correctrice: Myriam Gadhoun. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT), le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux, par les gouvernements nationaux, en collaboration avec les institutions des Nations Unies, les donateurs, les communautés locales et les organisations non gouvernementales (ONG).

NEGOCIATION DE LA CONVENTION: En 1992, comme requis par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a adopté la résolution 47/188 appelant à la création d'un comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une convention sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CIND). Le CIND s'est réuni à cinq reprises, entre mai 1993 et juin 1994, et a rédigé la CLD et quatre annexes d'application régionale pour l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes, et la Méditerranée du nord.

Les CdP 1 à 11: La CdP s'est réunie chaque année durant la période 1997 - 2001. Au cours de ces réunions, les délégués ont, entre autres, sélectionné Bonn, Allemagne, comme lieu de résidence pour le Secrétariat de la CLD, et le Fonds international de développement agricole (FIDA) comme l'institution devant administrer le Mécanisme mondial de la Convention (MM), qui travaille avec les pays sur des stratégies de financement pour la gestion durable des terres; ont approuvé un protocole d'accord (MoU) concernant le MM; ont mis en place un groupe de travail spécial chargé de l'examen et de l'analyse des rapports sur les programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux; ont adopté une cinquième annexe régionale pour l'Europe centrale et orientale; ont créé le Comité chargé de l'examen de la mise en application de la Convention (CRIC); et ont soutenu une proposition du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de désigner la dégradation des terres comme un autre domaine d'intervention pour le financement.

La CdP 6 s'est tenue en 2003, à La Havane, Cuba. Les délégués y ont, entre autres, désigné le FEM comme mécanisme financier de la Convention, décidé qu'un examen complet des activités du Secrétariat serait entrepris par le Corps commun d'inspection des Nations Unies (CCI), et demandé au Secrétariat de faciliter une étude de faisabilité chiffrée sur tous les aspects de la coordination régionale. La CdP 7 s'est déroulée à Nairobi, au Kenya, en 2005. Les délégués y ont examiné la mise en œuvre de la Convention et élaboré un protocole d'accord entre la CLD et le FEM. Un groupe de travail intergouvernemental intersessions a été créé pour examiner le rapport du CCI et élaborer un projet de plan stratégique décennal pour le renforcement de la mise en œuvre de la Convention (la Stratégie).

La CdP 8 s'est réunie à Madrid, Espagne, en 2007, et a, notamment, adopté une décision concernant le plan stratégique décennal (la Stratégie). Les délégués devaient également demander au CCI de procéder à une évaluation du Mécanisme mondial pour présentation à la CdP 9. Cependant, les délégués ne sont pas parvenus à s'accorder sur les programmes et budget, et une session extraordinaire de la CdP s'est tenue au siège de l'ONU, à New York, le 26 novembre 2007, pour conclure cet article.

La CdP 9 s'est réunie à Buenos Aires, en Argentine, en 2009. Les délégués y ont mis l'accent sur un certain nombre d'éléments demandés par la Stratégie et ont adopté 36 décisions portant sur des sujets tels que: les plans de travail quadriennaux et les programmes de travail biennaux du CRIC, du CST, du

MM et du Secrétariat; l'évaluation du MM par le CCI; le mandat du CRIC; les modalités de fonctionnement des mécanismes de coordination régionale (MCR); la stratégie de communication; et les programmes et budget.

La CdP 10 a eu lieu en 2011, dans la ville de Changwon, en République de Corée. Les délégués y ont adopté 40 décisions portant, entre autres, sur la structure de gouvernance du MM, décision à travers laquelle, les parties ont convenu que la responsabilité et la représentation légale du MM sont transférées du FIDA au Secrétariat de la CLD.

La CdP 11 s'est tenue en 2013, à Windhoek, en Namibie. Les délégués y ont adopté 41 décisions appelant, entre autres: à approuver les nouvelles dispositions relatives à la domiciliation du MM; à initier le suivi des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20); à établir une interface science-politique (ISP) pour améliorer la position de la CLD en tant qu'autorité mondiale sur la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) et la gestion durable des terres (GDT); et à approuver la création d'un Portail de courtage des données scientifiques, en vue d'améliorer la gestion des données concernant, notamment, les savoirs traditionnels, les bonnes pratiques et les exemples de réussite.

LE COMITÉ DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (CST): Le CST a tenu des réunions parallèles à chaque CdP. Sur recommandation de la CST 1, la CdP a créé un groupe spécial chargé de superviser la poursuite du processus de l'arpentage des repères et indicateurs, et a décidé que la CST 2 examinera les liens entre les savoirs traditionnels et les connaissances modernes. La CST 3 a recommandé que la CdP désigne des groupes spéciaux sur les savoirs traditionnels et sur les systèmes d'alerte précoce. La CST 4 a soumis des propositions concernant l'amélioration du travail du CST et la CST 5 a adopté des modalités visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité du CST, à travers, notamment, la création d'un groupe d'experts. La CST 6 a poursuivi ses discussions sur, entre autres, l'amélioration de son efficacité et de son efficacité. La CST 7 a procédé à l'examen de la dégradation des terres, de la vulnérabilité et de la mise en valeur, entre autres questions. Et la CST 8 a décidé d'organiser les sessions futures sous forme de conférence à prédominance scientifique et technique, ce qui a conduit à la tenue de la première Conférence scientifique de la CLD à la CST 9, en 2009.

La première session extraordinaire du CST (CST S-1) (2008) a été consacrée à l'examen des préparatifs de la CST 9, des éléments de la Stratégie, relatifs au CST, du plan de travail quadriennal du CST et programme de travail chiffré biennal, et des conseils devant être fournis au CRIC sur la mesure des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Stratégie.

La CST 9 s'est réunie en même temps que la CdP 9, réunion au cours de laquelle la 1^{ère} Conférence scientifique a été organisée pour examiner le thème « Suivi et évaluation biophysique et socio-économique de la désertification et de la dégradation des terres, pour soutenir la prise des décisions dans le domaine de la gestion des terres et de l'eau ». La CST 9 a également élaboré des décisions concernant l'évaluation de l'expérience de la 1^{ère} Conférence scientifique et l'organisation d'une 2^{ème} Conférence scientifique sur le thème « Evaluation économique de la désertification, de la gestion durable des terres et de la résilience des zones arides, semi-arides et subhumides

sèches ». En outre, le CST a recommandé deux indicateurs: la proportion de la population des zones touchées vivant au-dessus du seuil de pauvreté et l'état de la couverture végétale, en tant que sous-ensemble minimal requis d'indicateurs d'impact pour les rapports devant être établis par les pays touchés, à partir de 2012.

La CST S-2 a examiné, entre autres choses, l'état d'avancement des travaux sur les méthodologies et les seuils de référence pour l'utilisation efficace du sous-ensemble d'indicateurs d'impact. La CST 10 a établi deux groupes de travail spéciaux: l'un pour poursuivre le processus itératif participatif de l'affinement des indicateurs d'impact et du suivi et de l'évaluation des impacts, et l'autre, pour poursuivre l'examen des options relatives à la fourniture d'avis scientifiques à la CLD.

La CST S-3 (9-12 avril 2013, Bonn, Allemagne) s'est réunie parallèlement à la 2^{ème} Conférence scientifique de la CLD qui a examiné la recherche et les bonnes pratiques face aux DDTs et qui a proposé des méthodologies pour l'estimation des coûts et avantages de la GDT.

La CST 11 s'est réunie parallèlement à la CdP 11 (2013) et a transmis neuf décisions à la CdP. Outre la recommandation d'établir l'ISP et le Portail de courtage des données scientifiques, les délégués ont, notamment: approuvé le fichier d'experts indépendants; mis en place deux groupes de travail spéciaux, l'un sur le processus itératif et participatif d'affinement et de suivi des indicateurs d'impact, et l'autre pour l'examen des options relatives à la fourniture d'avis scientifiques à la CLD; et appelé à un modèle de partenariat multipartite pour le lancement d'un programme de bourses d'étude.

COMPTE-RENDU DES REUNIONS

LA PLENIERE D'OUVERTURE DE LA CST S-4

Lundi matin, 9 mars 2015, le président du CST, Uriel Safriël (Israël), a ouvert la quatrième session extraordinaire du Comité de la science et de la technologie de la GLD, soulignant que la combinaison d'une conférence scientifique et d'une réunion de représentants décisionnels des pays est unique au processus de la CLD, et exprimant des attentes élevées pour les prochaines recommandations.

Roberto Borge Angulo, gouverneur de l'Etat de Quintana Roo, Mexique, a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné l'importance d'avoir une plate-forme permettant aux experts mondiaux de partager leurs stratégies, expériences et connaissances dans les domaines de la lutte contre le changement climatique et celui de la dégradation des terres, qui, devait-il préciser, représentent les plus grands défis de cette époque. Il a souligné que plus de cinq millions de personnes sont touchées, chaque année, par la sécheresse et que la demande alimentaire va augmenter de 60% d'ici 2050, et a évoqué les défis qui y sont liés, en particulier, dans le calcul des coûts économiques et des conséquences environnementales de l'érosion des terres.

Jorge Rescala Pérez, directeur général de l'Office National des Forêts, Mexique, a rappelé que le Mexique a été le premier pays à ratifier la Convention, et a confirmé l'engagement du Mexique à renforcer les efforts combinés fournis dans le cadre des trois Conventions de Rio pour faire face aux préoccupations environnementales mondiales.

La Secrétaire exécutive de la CLD, Monique Barbut a rappelé les raisons de l'effondrement de la civilisation maya, avertissant que l'état de dégradation actuel des terres se trouve quasiment au point où les civilisations précédentes se sont effondrées. Elle a appelé les participants à garder à l'esprit que: 75% des personnes les plus pauvres vivent dans des zones rurales et dépendent entièrement de la terre; 2,5 milliards de personnes vivent dans de petites exploitations et dépendent entièrement de l'agriculture pour leur survie; et 12 millions d'hectares de terres sont perdus chaque année en raison de la dégradation des sols, aggravée par une baisse de 2% dans l'agriculture, découlant du changement climatique. Mettant en garde contre l'augmentation de la concurrence et des conflits en raison de la diminution des ressources naturelles, Barbut a exhorté les participants à élaborer des recommandations innovantes et pratiques, fondées sur des recherches scientifiques solides. Signalant que le secteur de l'utilisation des terres est responsable de 20% des émissions mondiales de carbone, elle a souligné la nécessité d'élaborer des indicateurs communs permettant de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre en application des trois Conventions de Rio.

LES DECLARATIONS DES GROUPES REGIONAUX ET D'INTERET: Le Costa Rica, au nom du Groupe Amérique latine et Caraïbes (GRULAC), a souligné la nécessité de promouvoir des études interdisciplinaires qui intègrent les savoirs traditionnels et les réalités locales, et la convergence entre le savoir-faire académique et le savoir-faire populaire.

L'Union européenne (UE) a souligné le lancement efficace de l'interface science-politique de la CCD et a attaché une grande importance à ses activités. Le délégué a indiqué que la science et la technologie sont un exemple clair du domaine où des synergies entre les trois Conventions de Rio, peuvent être exploitées.

La Turquie a parlé du cercle vicieux entre la désertification, la dégradation des terres, la sécheresse, la pauvreté et le manque de connaissances, soulignant que l'un des moyens les plus efficaces pour briser ce cercle est d'appliquer les savoirs traditionnels. Décrivant plusieurs initiatives nationales dans ce sens, il a affirmé que la douzième session de la Conférence des Parties (CdP 12), qui aura lieu à Ankara en octobre 2015, constituera une étape importante dans la lutte contre la désertification et lancera une « Initiative d'Ankara ». Il a expliqué que la Turquie attache une importance particulière à la terre, à la neutralité de la dégradation et à l'établissement d'un lien entre le changement climatique et la désertification, aux facteurs mondiaux qui affectent la désertification, et au rôle du secteur privé dans la lutte contre la désertification.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET

ORGANISATION DES TRAVAUX: Le président du CST, Safriël, a introduit l'ordre du jour et organisation des travaux (ICCD/CST(S-4)/1). Le document a été adopté sans amendement.

S'agissant de l'élection des vice-présidents, Safriël a expliqué que les groupes régionaux ont approuvé trois nouveaux membres en remplacement de ceux qui ne sont plus en mesure de siéger. Les nouveaux vice-présidents, Matthias Magunda (Ouganda), Oleg Guchgeldiyev (Turkménistan) et Nicole Bernex (Pérou), viendront compléter les mandats de Fouad Chehat (Algérie), Allaadeen Mohamad Abdalla Al-Sharjabi (Yémen), et Sonia

Gonzalez (Pérou). Le vice-président non sortant est Hamid Čustović (Bosnie-Herzégovine). Le CST a élu Magunda comme Rapporteur.

PRÉPARATIFS DE LA 3^{ÈME} CONFÉRENCE

SCIENTIFIQUE DE LA CLD: Victor Castillo, coordonnateur, Gestion des connaissances, sciences et technologie, Secrétariat de la CLD, a présenté le document ICCD/CST(S-4)/2, qui décrit le processus préparatoire de la 3^{ème} Conférence scientifique CLD et qui renferme le résumé d'un rapport pré-conférence élaboré sous la direction du Comité scientifique consultatif (CCS). Il a indiqué que les principales conclusions du rapport pré-conférence seront présentées à la Conférence scientifique pour examen, et un rapport verbal de ces délibérations sera présenté à la séance de clôture de la CST S-4, pour prise en considération.

Le CST a ensuite suspendu sa réunion et la 3^{ème} Conférence scientifique s'est ouverte. La conférence a été organisée en une série alternante de séances plénières et d'ateliers parallèles. Les principaux orateurs de la plénière ont présenté les thèmes de la conférence: diagnostic des contraintes: vulnérabilité des agro-écosystèmes et les populations dans les régions touchées; les mesures de riposte: les approches terrestres de l'adaptation et le transfert de connaissances; et le suivi et l'évaluation: comment évaluer l'efficacité des mesures d'adaptation. Suite à ces présentations d'ouverture, les participants se sont réunis dans des ateliers parallèles. Au cours de chaque séance de deux heures, les participants devaient choisir, parmi cinq options d'atelier, qui comprenait des présentations et entre cinq à dix affiches, après un appel à des résumés. Chaque atelier a été organisé comme suit: Après des observations liminaires, une session de posters permet aux participants de discuter de la recherche avec les auteurs, puis les participants se réunissent de nouveau pour discuter des questions compilées dans l'objectif d'élaborer des recommandations pour les recherches ou actions futures. Les rapporteurs des ateliers rapportent les discussions et les recommandations à des séances plénières de la Conférence scientifique. Les membres de l'ISP et du CCS de la Conférence compilent ces recommandations dans un rapport final, qui est transmis à la séance de clôture de la CST S-4, jeudi après-midi, 12 mars.

3^{ÈME} CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE DE LA CLD

Au cours de la séance d'ouverture de la 3^{ème} Conférence scientifique de la CLD, lundi matin, 9 mars, Bernard Hubert, président, Consortium des connaissances scientifiques et savoirs traditionnels au service du développement durable (STK4SD), a déclaré que le maintien de la tenue de la CST S-4 en même temps que la Conférence scientifique de la CLD, pose un certain nombre de défis, mais offre également, aux scientifiques et aux décideurs politiques, la possibilité de travailler ensemble en vue d'atteindre les mêmes objectifs. Il a décrit le format de la conférence scientifique, indiquant qu'elle se concentrerait sur des exposés assortis d'affiches et des débats interactifs aux fins d'améliorer les échanges entre les scientifiques et les autres parties prenantes.

William Payne, président, CCS de la Conférence, a fait observer que près de 50 ans après la publication de l'article de Garrett Hardin sur la tragédie des communs, les scientifiques en savent encore très peu sur la façon dont la sécheresse, la dégradation des terres et la désertification interagissent avec les systèmes socio-économiques et sur la manière dont elles risquaient d'être aggravées par le changement climatique. Il a

souligné que la lutte contre ces interactions complexes exigera principalement, plutôt des ripostes humaines que des solutions techniques.

Tarja Halonen, Ambassadrice de la CLD terres arides, et ancienne présidente de la Finlande, a noté que plus de la moitié des pauvres du monde vivent sur des terres dégradées et a souligné qu'en tant que gardiennes des terres, les femmes ne devraient pas être considérées comme des victimes, mais peuvent fournir des solutions pour la GDT. Rappelant l'esprit de collaboration qui a mené à l'adoption de la Déclaration du Millénaire, elle a affirmé que « nous pouvons reproduire cela en septembre », et a appelé à un dialogue capable d'impliquer non seulement les politiciens, mais aussi des citoyens ordinaires.

Dans son discours programme, Mark Reed, directeur du Centre d'excellence de recherche et d'échange des connaissances, Université de Birmingham, Royaume-Uni, a souligné l'urgence de trouver un moyen de s'attaquer aux défis combinés posés par le changement climatique et la dégradation des terres. Il a souligné que la vulnérabilité des communautés à l'exposition au changement climatique et à la désertification est en rapport avec leur sensibilité et facilité d'adaptation à ces phénomènes. Au sujet du diagnostic des contraintes posées, il a cité la rétroaction à la fois positive et négative en boucle, entre le changement climatique et la dégradation des terres, précisant que les rétroactions positives sont plus immédiates. Au sujet des options de riposte, il a expliqué que le rapport d'impulsion destiné à la Conférence, dont il est co-auteur, a déterminé plusieurs options gagnantes à tous les coups », ainsi qu'un petit nombre d'options 'triple gagnantes' qui traitent non seulement du changement climatique et de la dégradation des terres, mais aussi de l'érosion de la biodiversité et de l'amélioration des services écosystémiques. Il a cité des exemples d'adaptation fondée sur l'écosystème et la GDT.

Au sujet du suivi et de l'évaluation, Reed a souligné la nécessité d'être en mesure de surveiller les changements aux fins de permettre une adaptation efficace et de savoir si les mesures d'adaptation en place fonctionnent, ce qui nécessite la surveillance du bien-être des moyens de subsistance ainsi que l'évaluation biologique. Reed a conclu qu'il est nécessaire d'intégrer les processus participatifs pour élargir la participation des parties prenantes dans les décisions concernant les diverses priorités permettant l'adaptation au double défi du changement climatique et la dégradation des terres. Il a parlé de données récentes, concernant les bonnes pratiques en matière de participation, qui soulignent l'importance: d'une représentation de l'éventail le plus large possible de parties prenantes, d'une gestion dynamique du pouvoir, et d'une connexion avec les besoins et priorités qui ont un sens pour les parties prenantes concernées.

Dans le débat qui a suivi, les conférenciers ont répondu à des questions sur: le rôle des décideurs politiques dans la résolution des utilisations concurrentes des terres, le point de savoir si des ateliers régionaux suffiraient à surmonter les obstacles posés à la communication des connaissances, et la dégradation des terres et la désertification en tant que processus complexes et en constante évolution.

DIAGNOSTIC DES CONTRAINTES: VULNÉRABILITÉ DES AGRO-ECOSYSTEMES ET DES POPULATIONS DANS LES REGIONS TOUCHEES: Lundi après-midi, le président du CST, Uriel Safriel, Université hébraïque de

Jérusalem, Israël, a prononcé un discours programme, qui a porté sur la détermination des façons de caractériser et de comprendre la vulnérabilité et les capacités d'adaptation des écosystèmes et des populations, dans les régions touchées, en particulier, ceux et celles qui sont vulnérables aux effets du changement climatique. Il a présenté le cadre conceptuel du processus à travers lequel le changement climatique affecte la population humaine par son impact exacerbant la dégradation des terres. Il a souligné que l'utilisation des terres est un facteur de modification de l'écosystème qui peut être affectée par un autre facteur de modification de l'écosystème, à savoir, le changement climatique. S'agissant des caractéristiques de ces deux facteurs de modification des écosystèmes, Safriel, a souligné que l'effet mutuel et la couverture spatiale du changement climatique est d'ordre mondial, alors que celui de la dégradation des terres n'est pas aussi grand et qu'il est réversible. Il a expliqué que la vulnérabilité des écosystèmes aux changements climatiques est relativement faible, grâce à la grande capacité d'adaptation qui leur est inhérente, alors que leur capacité d'adaptation à la dégradation des terres est faible. Safriel a souligné que, pour que les écosystèmes agricoles et des pâturages puissent être résilients au changement climatique, les écosystèmes terrestres naturels non convertis doivent fournir un flux soutenu de services écosystémiques qui soutiennent le fonctionnement des écosystèmes agricoles. Il a précisé que cette situation souligne l'importance de sauvegarder le capital naturel des écosystèmes, puisque c'est ce capital naturel qui génère les services écosystémiques et que, par conséquent, la sécurisation des services de conservation et de gestion des écosystèmes doit être appliquée à la terre et à la biodiversité. Il a souligné que, pour que l'utilisation des terres soit qualifiée comme GDT, une attention doit être accordée à la fois aux terres agricoles et aux écosystèmes qui les soutiennent. Safriel a exhorté les participants à la conférence à contribuer, par la fourniture de données permettant de valider ce cadre et de déterminer les pratiques fondées sur le savoir en vue d'atteindre une utilisation durable des terres. Il a déploré le manque de travaux de recherche quantifiables qui soutiennent l'affirmation selon laquelle le changement climatique et l'érosion de la biodiversité renforcent mutuellement des boucles de rétroaction imbriquées.

La discussion sur ce sujet s'est poursuivie dans cinq ateliers, lundi après-midi. Les rapporteurs des ateliers ont présenté un rapport sur les discussions et les recommandations, au cours d'une session plénière tenue mardi après-midi.

Atelier 1.1: Le changement climatique: Cette session a été facilitée par Jose Marengo, Centre brésilien pour la surveillance des catastrophes naturelles et les alertes. Les rapporteurs étaient Nabil Ben Khatra, Observatoire du Sahara et du Sahel, et Cristóbal Díaz Morejón, CCS, Cuba. Dix affiches ont été présentées couvrant la recherche en Ukraine et dans la région des Balkans, au Mexique, au Nord-Brésil, en Argentine, à Oman, aux Emirats arabes unis, en Inde, en Afrique du Nord, et dans les régions polaires et montagneuses. Présentant l'issue des discussions, Ben Khatra a souligné qu'en dépit du fait que les variations climatiques soient reconnues comme étant l'un des principaux facteurs contribuant à la dégradation des terres, il y a une compréhension insuffisante des informations remontantes entre les deux processus, ce qui limite les capacités d'anticiper l'adaptation au changement climatique. Il a indiqué que les présentations de posters ont donné des idées pour combler cette

lacune pour ce qui concerne, entre autres: les précipitations et l'évolution des températures qui confirment le changement climatique dans différentes régions; les outils et méthodes d'examen des fréquence et intensité de la sécheresse; des projections des phases trois et cinq du Projet de comparaison des modèles couplés du Programme Mondial de recherche sur le changement climatique, et la coopération régionale et les communications relatives à la dégradation des terres dues à des catastrophes naturelles.

Au sujet des principaux messages, Ben Khatra a souligné deux séries de recommandations. Pour ce qui concerne la science, il a souligné la nécessité: d'études intégrées et multidisciplinaires sur les liens entre les processus de changement climatique et de dégradation des terres; d'études économiques sur les avantages de la mise en valeur des terres et le retour sur investissement; d'une baisse des projections de changement climatique destinées aux études d'impact sur les écosystèmes et les populations; et de l'intégration de diverses politiques environnementales et de développement aux niveaux national et régional. Au sujet des recommandations opérationnelles, il a souligné la nécessité: de méthodologies qui peuvent capter la dynamique temporelle et spatiale de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation; de faisceaux complémentaires d'options d'adaptation pour créer des mesures gagnantes à tous les coups; de facteurs culturels qui donne forme aux options d'adaptation et influence leur adoption; et de mesures qui peuvent aider à prévenir la perte de la capacité d'adaptation.

Atelier 1.2: La configuration environnementale et écologique: Cet atelier a été animé par Maria Elena Abraham, directrice de l'ISP, Institut argentin de recherche sur les terres arides, avec Miriam Diaz, CCS et Universidad Nacional Experimental Francisco de Miranda, Venezuela, agissant en tant que rapporteur. Six posters ont été présentés. Diaz a déploré l'absence de responsables politiques dans la salle et a introduit les questions sur lesquelles les participants devaient mener des discussions en rapport à leur recherche portant, notamment, sur: les défis associés à la gestion de l'échange des connaissances à différentes échelles spatiales et organisationnelles; les façons dont l'échange de connaissances peut être influencé par différentes institutions; les occasions dans lesquelles scientifiques et autres intervenants peuvent co-évaluer et communiquer conjointement les exemples de réussites; et la détermination des mesures incitatives et dissuasives nécessaires à la promotion de l'adoption continue.

Les présentateurs d'affiches ont mis l'accent sur: les approches participatives communautaires et les équipes multisectorielles; et les voies et moyens de combler les lacunes scientifiques en collaborant avec des scientifiques sociaux, y compris de l'anthropologie, l'économie, l'histoire et la sociologie. Les présentateurs ont souligné la nécessité d'une recherche haut de gamme, et de s'engager dans « une translation » interdisciplinaire, à travers une collaboration conjointe entre les communautés, les décideurs et les scientifiques. Ils ont en outre mis en exergue la nécessité d'appréhender les écosystèmes et la recherche d'une manière intégrée, fondée sur une compréhension globale et l'émulation de conditions immaculées. Au sujet des possibilités d'adaptation permettant de créer des solutions gagnantes à tous les coups pour le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et les DDTs, les participants à l'atelier ont souligné que: les

savoirs traditionnels et les connaissances scientifiques devraient être liés réciproquement à l'élaboration des politiques; et les modèles économiques et financiers ascendants doivent être taillés à la mesure des cultures et des besoins locaux.

Atelier 1.3: La sécurité alimentaire, l'agriculture et le pastoralisme: Cette session a été facilitée par Jonathan Davies, observateur au sein de l'Initiative mondiale pour les terres arides, de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et au sein de l'ISP. Les rapporteurs étaient Guadalupe Durón, Secrétariat de FEM-STAP, et Klaus Kellner, ISP et Université du Nord-Ouest, Afrique du Sud. Huit affiches ont été présentées couvrant les recherches menées et les expériences vécues sur le terrain en Turquie et dans la région méditerranéenne, en Tanzanie, au Brésil et en Argentine, ainsi qu'une étude mondiale réalisée par l'UICN et le Programme des Nations Unies pour l'environnement sur le pastoralisme et l'économie verte, contenant des preuves tirées de toutes les régions du monde.

Présentant la session, Davies a mis en exergue quelques questions communes abordées dans les présentations d'affiches, y compris la façon: d'intégrer la GDT dans le dialogue sur la sécurité alimentaire; de sensibiliser les utilisateurs des terres sur les risques environnementaux dus à la désertification et au changement climatique; et de discerner les principales informations remontantes critiques afin de comprendre les facteurs favorisant la productivité dans les agro-écosystèmes. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné la nécessité, entre autres: de reconnaître que les ménages pauvres donneront la priorité à la survie immédiate par rapport à la GDT à long terme; d'impliquer les consommateurs dans l'influence des politiques alimentaires; d'affronter les pressions économiques et politiques qui favorisent la monoculture et qui permettent la dégradation des terres par des capitaux privés; et d'aller au-delà de la focalisation sur l'exploitation agricole pour faciliter l'édification d'une vision plus large et d'une gouvernance à long terme, à l'échelle de l'ensemble du paysage. Au sujet de la façon de communiquer les données concernant les risques liés au climat, les participants ont souligné la nécessité: de mener, pour les décideurs, une solide analyse de rentabilisation, afin qu'ils puissent fournir des incitations en faveur de la GDT; d'encourager la collaboration des agriculteurs pour répartir le risque; et de déterminer des stratégies de gestion des risques locaux qui soient faciles à appliquer et à répliquer.

Présentant les principaux messages de la session à la séance plénière, Kellner a mis l'accent sur les questions touchant à la recherche, y compris: la reconnaissance de différents points de vue quant à la valeur du pastoralisme; le marquage des sites de recherche par GPS et autres outils de surveillance des changements survenant au fil du temps; et l'amélioration des interactions avec les agriculteurs et autres utilisateurs des terres pour créer « une connaissance hybride » et guider l'évolution des stratégies d'adaptation.

Au sujet de l'orientation des politiques, il a souligné, entre autres: la nécessité d'aborder la propriété foncière et autres obstacles posés à la gestion durable des terres; la reconnaissance du fait que les programmes politiques sont souvent différents des points de vue des utilisateurs des terres; et l'analyse des « exemples de bonnes nouvelles » pour déterminer les enseignements fondamentaux à promouvoir et à mettre à l'échelle.

Atelier 1.4: La socio-économie: Cet atelier était présidé par Mark Schauer, Initiative sur l'économie de la dégradation des terres. Les rapporteurs étaient Mélanie Requier-Desjardins, vice-présidente du CCS, Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes - Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, et Karma Dorji Dema, ISP et Centre de services du sol national, Bhoutan. Les participants à l'atelier ont examiné six affiches illustrant la recherche dans quatre sous-régions.

Les questions examinées y ont englobé les liens entre le changement climatique et la terre, les capacités d'adaptation, les structures des droits de propriété, et la prise de décision et les sciences appliquées. Les participants ont été informés par, Ian Johnson, ancien secrétaire général du Club de Rome, ancien vice-président de la Banque mondiale pour le développement durable, qu'il est en train de coordonner le pilote d'une nouvelle publication, intitulée « Global Land Outlook », qui devrait sortir tous les trois ou quatre ans. Il a indiqué que le premier chapitre s'y concentrera sur le changement climatique et que le rapport vise à être un véhicule pour l'interface science-politique. Il a souligné la nécessité de reconnaître que la terre n'est pas utilisée de manière mono ou bidimensionnelle, et que Multifonctionnalité sera la nouvelle appellation du jeu. Il a signalé que la création d'un prix du carbone ne peut pas faire une grande différence sur les choix techniques dans le secteur de l'énergie, mais qu'elle pourrait faire une grande différence pour les petits exploitants. Johnson a également suggéré d'explorer les connexions carbone-terre-pauvreté, en lançant des appels au-delà des limites de la CLD, et de capitaliser sur le fait que « la terre » n'est pas éphémère, mais qu'elle en appelle à tous.

Au sujet des recommandations scientifiques dans le contexte des aspects socio-économiques des DDTs, les participants ont retenu les domaines suivants pour la recherche future: le complexe justice, changement climatique et terre; la relation entre les incitations économiques et les utilisateurs des terres et pas uniquement les propriétaires terriens; des méta-analyses pour la détermination des meilleurs exemples de réussite, sur la base de la recherche disponible; et les impacts du changement climatique sur les droits de propriété des terres.

Un participant a souligné la nécessité d'une science appliquée axée sur le niveau local et provenant des utilisateurs de la science. Un autre a suggéré d'explorer le type de données dont les ministres des finances et de l'économie ont besoin pour prendre des mesures, et a proposé plutôt l'élaboration de données concernant l'impact des exportations sur la pauvreté et sur la terre que la production de davantage de cartes. Un autre orateur a souligné que le coût financier de la terre et la valeur économique des terres, peuvent diverger et a suggéré que la politique publique doit se concentrer sur l'alignement de ces valeurs.

Atelier 1.5: Méthodologie intégrée et formulation de politiques: Cette session a été facilitée par Matthias Magunda, vice-président du CST et ISP, Ouganda. Les rapporteurs étaient Oleg Guchgeldiyev, vice-président du CST et ISP, Turkménistan, et Mariam Akhtar-Schuster, CCS et SPI, DesertNet International. L'atelier a examiné cinq affiches.

Guchgeldiyev a présenté, en premier, une analyse sur la façon dont les résumés soumis répondaient aux cinq questions d'orientation de l'atelier, portant sur: les méthodologies pour la saisie de la dynamique temporelle et spatiale de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation; des faisceaux complémentaires

d'options d'adaptation qui peuvent créer des solutions gagnantes à tous les coups pour la lutte contre le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et les DDTs, les facteurs socio-économiques et culturels qui donnent leur forme aux options d'adaptation et influencent leur adoption, des mesures utiles à la prévention de l'érosion de la capacité d'adaptation, et des questions émergentes pertinentes pour la recherche scientifique future et les intérêts des décideurs.

Après la séance d'affiches, les participants ont discuté, entre autres: de l'entité qui a la responsabilité de traduire les résultats de la science en politiques; de l'expérience vécue avec des outils disponibles, tels que le Réseau Panorama mondial des approches et technologies de conservation (WOCAT) et le projet d'évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides (LADA); de la disponibilité et catalogage des études de cas; de la nécessité de la sensibilisation et d'activités génératrices de revenus; de la nécessité de technologies et d'outils pour la fourniture d'informations sur les formes de politiques pertinentes; et la nécessité d'une cartographie mondiale des vulnérabilités à la dégradation des terres et au changement climatique et la réduction des scénarios de changement climatique.

MESURES DE RIPOSTE: LES APPROCHES FONDÉES SUR LES TERRES POUR L'ADAPTATION ET LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES: Mardi matin, Matthias Magunda, vice-président du CST et ISP, Ouganda, a présidé la séance sur les ripostes à la désertification et à la dégradation des terres à travers des approches fondées sur les terres pour l'adaptation.

Richard Thomas, Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), a prononcé un discours axé sur les voies et moyens d'améliorer les mesures de riposte, à travers la collaboration. Il a souligné que l'objectif principal devrait être axé sur la réduction de la pauvreté et l'accroissement de la sécurité alimentaire grâce à des pratiques de GDT. Thomas a exhorté les participants à adopter des approches systémiques qui incluent une compréhension globale, un diagnostic et un processus décisionnel, en vue de la transition aux communautés de recherche pour le développement. S'agissant des avantages des approches systémiques, Thomas a souligné, entre autres: une meilleure compréhension des contextes sociaux, financiers, techniques et environnementaux territorialisés; le renforcement de l'interface science-politique; et des possibilités diversifiées pour le secteur agricole en vue d'inverser le manque d'investissements dans les zones arides. Citant des exemples de différents systèmes agraires à travers le monde, Thomas a souligné la nécessité de prendre en considération les politiques et pratiques d'exploitation qui améliorent la compétitivité et qui font progresser les conditions socio-économiques des communautés au sein desquelles elles sont implantées, et le rattachement de la réussite des entreprises à l'amélioration et développement social.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont abordé: le rôle des gouvernements dans la concrétisation des différentes phases de la recherche; les liens entre la recherche dans les systèmes de production et de marché; les façons d'influencer les politiques gouvernementales pour l'amélioration de la gestion de l'utilisation des terres; la formation de chercheurs de qualité; et, le manque de ressources humaines dans les pays en développement. Thomas a souligné que les avancées

de la science ne proviendront pas de disciplines scientifiques traditionnelles, mais de disciplines scientifiques interdisciplinaires. Ils ont souligné que la communauté universitaire doit prendre en charge la question de la dégradation des terres, et doit avoir de meilleures récompenses, au sein du système universitaire, si l'on veut garantir l'épanouissement de ce type de recherche.

Mardi après-midi, la présidente de la session, Mariam Akhtar-Schuster, SAC, SPI et coordonnatrice du conseil consultatif de DesertNet International, a introduit la conférencière Úrsula Oswald Spring, de l'Université nationale autonome du Mexique.

Elle a présenté un exposé axé sur les interconnexions entre le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et le stress de l'eau, et sur la façon dont les sociétés paysannes autochtones d'Amérique latine ont combattu la dégradation des terres. Signalant que 2 milliards de personnes vivent actuellement dans des zones arides, et que 30% de la surface terrestre de la planète est affectée par la dégradation des terres sèches fragiles, elle a souligné les causes naturelles et anthropiques de la dégradation des terres. Elle a appelé à une gestion intégrée des terres, des sols, de l'eau, de l'alimentation, de la biodiversité et des établissements humains, qui utilise les connaissances bioculturelles et qui s'appuie sur la résolution préventive des conflits. Elle a conclu en soulignant la nécessité d'une sécurité de l'homme, de la femme et de l'environnement ou d'une « ENORME sécurité » qui nécessite une approche systémique portant sur les liens entre l'eau, l'énergie, la biodiversité et l'alimentation. Dans le débat qui a suivi, Oswald Spring a souligné l'importance des contextes culturels, de la gestion des risques dans une société confrontée au risque, et des moyens de transfert de savoirs traditionnels.

Des ateliers sur les « mesures de ripostes » ont eu lieu mardi matin et leurs conclusions ont été rapportées à la plénière, mardi après-midi.

Atelier 2.1: les cultures, le cheptel et les systèmes génétiques et semenciers: Cette session a été facilitée par William Payne, président du CCS, Université du Nevada, États-Unis, Chandrashekhar Biradar, ICARDA, y siégeant en tant que rapporteur. Les participants ont entendu six présentations d'affiches portant sur: l'amélioration génétique des cultures sous le stress de la sécheresse; la production de semences; la diversification des cultures; la mise en valeur des zones dégradées, à travers l'introduction d'espèces autochtones symbiotiques; la protection des communautés végétales réhabilitées; et l'établissement de plantations d'arbres sur les terres dégradées. Au sujet des défis associés à la gestion de l'échange des connaissances à différentes échelles spatiales et organisationnelles, l'atelier a souligné que les résultats de recherche sont souvent trop spécifiques au site et à la demande, et qu'ils manquent d'options de mise à l'échelle. Les présentateurs ont conclu que la création de capacités, la participation communautaire et les essais de provenances peuvent être mieux influencés par les institutions de développement.

Les participants ont souligné l'importance de la co-évaluation des résultats de la recherche pour augmenter le taux d'adoption au sein des communautés, à travers: l'engagement de la communauté locale, le partage d'exemples de réussite, des opportunités de formation technique et une combinaison des savoirs traditionnels et des connaissances modernes. Le manque de connaissances locales, les mauvaises conditions de vie, les barrières linguistiques, les politiques changeantes et la non

disponibilité des ressources ont été déterminés comme autant de facteurs qui empêchent la poursuite de pratiques et de technologies durables. Les participants ont souligné, la nécessité d'un accès ouvert, de subventions et de protection de l'habitat, comme mesures incitatives et dissuasives capables de favoriser une adoption pérenne des bonnes pratiques, et ont souligné qu'un résultat important de la gestion intégrée des terres sera la sécurité des sols, le confinement de la dégradation des terres et l'amélioration des moyens de subsistance et du bien-être humain.

Atelier 2.2: Les agro-écosystèmes: Cet atelier a été animé par Lindsay Stringer, Université de Leeds et co-auteur du Rapport Impulse, et examiné sept affiches portant sur l'agroforesterie dans plusieurs régions.

Après l'examen des affiches, les participants ont suggéré que d'autres recherches doivent inclure: des méta-analyses qui accroissent et rassemblent la recherche et les enseignements tirés des projets et qui présentent des preuves pouvant être utilisées par les décideurs; l'exploration de la dynamique foncière; une recherche sur la façon dont les savoirs-faires locaux peuvent être captés et agrandis; des inventaires des techniques et outils pour la mise en valeur des terres; des analyses de marché des techniques, pratiques et technologies efficaces pour la mise en valeur; et des évaluations d'impacts sociaux et écologiques de la rémunération des services rendus par les écosystèmes.

Les participants ont souhaité en apprendre davantage sur la manière dont les scientifiques et d'autres intervenants peuvent co-évoluer et communiquer conjointement des exemples de réussites, et ont souligné la nécessité d'engager des experts de la communication. Un orateur a déclaré que le « jeu a changé pour les scientifiques », vu qu'ils doivent avoir un impact. Un autre orateur a indiqué que la discussion sur ce sujet a parcouru un long chemin depuis les échanges qui avaient eu lieu à la 1^{ère} conférence scientifique de la CLD.

Les recommandations opérationnelles de cet atelier ont englobé: l'élaboration de données concernant l'impact ex-ante des subventions/incitations; l'amélioration de l'utilisation du Web 2.0 et des outils « de terrain »; la promotion des interactions entre les savoirs traditionnels et les connaissances académiques; et la reconnaissance de l'importance de l'apprentissage social et de la coproduction de connaissances.

Atelier 2.3: les questions des sols et des eaux: Cette session a été facilitée par Martial Bernoux, SPI et Institut de recherche pour le développement (IRD), France. Les rapporteurs étaient Nathalie van Haren, observatrice à l'ISP et à Both ENDS, Pays-Bas, et Hamid Čustović, ISP et Université de Sarajevo, Bosnie-Herzégovine. Introduisant les exposés sur huit affiches, Čustović a signalé qu'ils mettent en exergue les bonnes pratiques dans la concrétisation des avantages multiples de la gestion durable des sols et des eaux en Turquie, en Tunisie, en Algérie, en Inde, au Mexique, en Argentine, au Pakistan et en Ukraine, ainsi que des approches de modélisation permettant l'intensification des mesures de ripostes au niveau régional. Il a résumé les principales questions abordées dans les affiches, telles que: la façon de créer des capacités d'adaptation à court, moyen et long termes; la manière de reconnaître les principales contributions des pratiques traditionnelles et locales et de la recherche scientifique; et la façon de déterminer les éléments reproductibles ainsi que les obstacles posés à l'extension des expériences vécues dans des environnements spécifiques.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont mis l'accent sur les façons de faire évoluer les technologies prometteuses, à travers, notamment: la promotion de « l'apprentissage sur le tas » au niveau de la communauté, quant aux avantages multiples de la GDT; le traitement des vulnérabilités institutionnelles et des capacités d'adaptation au niveau national et départemental; l'amélioration de l'accès aux ressources de connaissances et aux financements, pour les personnes directement touchées par la dégradation des terres; et la modification des « règles du jeu » pour encourager des approches scientifiques et politiques réactives.

Présentant les principaux résultats de la session, Van Haren a souligné qu'en dépit de l'existence de nombreuses bonnes solutions, ces dernières doivent être évaluées dans leurs contextes socio-économiques et politiques spécifiques. Entre autres questions posées du point de vue scientifique et politique, elle a souligné la nécessité: de renforcer les approches scientifiques pluridisciplinaires; de traduire les résultats scientifiques pour les différents publics et parties prenantes; de promouvoir les approches prenant en ligne de compte l'ensemble du paysage; et de renforcer les synergies entre les Conventions de Rio. Parmi les questions possibles à soumettre, pour examen, à la CdP 12 de la CLD, Van Haren a cité un certain nombre de sous-thèmes liés à la question générale de savoir comment favoriser un environnement propice à l'intensification des mesures de riposte prometteuses, à savoir: l'identification de mesures incitatives et dissuasives pour l'accroissement de ces mesures de riposte; la communication des solutions aux acteurs non scientifiques; l'exploration de mécanismes politiques pour la comparaison et l'évaluation des différentes mesures de riposte; et l'élaboration d'indicateurs pour la validation et le suivi de la mise en application des mesures de riposte.

Atelier 2.4: Les connaissances et transfert des connaissances: Cette session a été facilitée par Ursula Oswald Spring, Université nationale autonome du Mexique. Les rapporteurs étaient Bernard Hubert, président du Consortium STK4SD, et Patrice Burger, Centre d'Actions et de Réalisations Internationales. L'atelier a examiné dix affiches.

Hubert a, d'abord, présenté un aperçu des résumés soumis, notant que plusieurs portaient sur la connaissance scientifique, que d'autres portaient sur les savoirs traditionnels et que d'autres encore portaient sur des pratiques de gestion durable des terres. Il a ensuite présenté les questions d'orientation de l'atelier concernant: la nature du transfert de connaissances; les personnes concernées par les résultats du transfert de connaissances, que ce soit dans la communauté scientifique, celle des décideurs ou celle des acteurs locaux; la possibilité d'un apprentissage « croisé »; et les perspectives d'intensification.

Après la séance d'affiches, les participants ont discuté, entre autres: de l'avantage de penser en termes d'échange de connaissances; du succès de l'échange de connaissances entre les pairs et la nécessité de traducteurs pour faciliter l'échange entre les groupes d'intérêt; des potentialités des technologies d'information et de communication, y compris les applications présentées dans les affiches, qui pourraient faciliter une extension pyramidale descendante des connaissances; du rôle des services de vulgarisation; de la façon dont les savoirs et pratiques traditionnels sont en train d'évoluer avec leur transfert

d'une génération à l'autre; du rôle des efforts de recherche pluridisciplinaires; et de la nécessité d'évaluer, de manière critique, et d'analyser, localement, les connaissances.

Atelier 2.5: la désertification, la dégradation des terres et la restauration: Cet atelier a été animé par Joris de Vente, ISP et Conseil national de recherches, Espagne, et German Kust, ISP et Université d'Etat de Moscou, Fédération de Russie, Nicole Bernex, ISP et Université catholique pontificale du Pérou, agissant en tant que rapporteur. Les participants ont entendu 12 présentations d'affiches.

Au cours du débat, qui a suivi, sur la gestion intégrée des terres, les participants ont souligné qu'elle est une approche systémique et un processus qui nécessite l'intégration des systèmes biophysiques, socioculturels et politiques, ainsi que l'ouverture d'un dialogue entre les différents types de connaissances, en vue de renforcer la résilience socio-environnementale. Ils ont en outre insisté sur le maintien d'un accent continu sur le suivi et l'évaluation. Les participants à l'atelier ont formulé des recommandations opérationnelles fondées sur leurs expériences: l'élaboration de stratégies visant à appliquer les connaissances; la sensibilisation des utilisateurs des terres et les décideurs; le renforcement des capacités; l'entente sur un cadre international pour l'incitation en faveur de la GDT; l'amélioration de l'utilisation des outils modernes de communication pour l'échange de connaissances; et la réduction du délai entre la production de connaissances scientifiques et leur application par les décideurs politiques et la société. Comme principaux messages, les participants ont souligné la nécessité de développer la recherche interdisciplinaire et transdisciplinaire, de bâtir sur les objectifs multidisciplinaires, d'intégrer la recherche scientifique dans les processus des parties prenantes, de développer les connaissances sur les capacités édaifiques particulières des sites, et d'élaborer des outils pour le rehaussement des expériences et des modèles locaux de gestion durable des terres.

Au cours d'une discussion de clôture sur les mesures de riposte, un participant a demandé des éclaircissements sur les types de cadres juridiques qui peuvent soutenir la GDT. D'autres ont souligné la nécessité: d'impliquer les jeunes dans l'élaboration de solutions; d'évaluer systématiquement les efforts continus de conservation des terres et des sols; et de reconnaître le marché international des terres, comme étant un nouveau facteur de dégradation des terres. Déplorant le faible nombre d'exposés lors de la conférence, un orateur a proposé d'explorer les possibilités d'une participation virtuelle à la prochaine conférence scientifique.

Des participants du Brésil et de l'Observatoire du Sahel et du Sahara ont attiré l'attention sur les rapports nationaux et régionaux produits dans le cadre du processus préparatoire de la 3^{ème} Conférence scientifique de la CLD, et ont appelé à l'exploration de voies et moyens d'intégrer leurs recommandations dans le processus de la CLD.

LE SUIVI ET L'EVALUATION: COMMENT EVALUER L'EFFICACITE DES MESURES D'ADAPTATION: La discussion sur ce sujet a été présidée par Wang Tao, CCS et ISP, et Académie chinoise des sciences. Dans son discours d'ouverture, mercredi, Elena Maria Abraham, ISP et directrice de l'Institut argentin de recherche sur les terres arides, a indiqué que l'objectif consistait à évaluer les capacités d'adaptation et la résilience des écosystèmes touchés. Affirmant qu'aucun

outil, indicateur ou modèle analytique simple pouvait mesurer, de manière fiable, la complexité des liens entre le changement climatique et la dégradation des terres, elle a souligné l'importance d'intégrer des méthodologies axées sur le contexte avec des méthodologies axées sur les résultats, à travers des processus de « coproduction » de connaissances, afin de réaliser les liens nécessaires entre les échelles mondiale, régionale, nationale et locale. Entre autres exemples de ces approches intégrées, Abraham a cité l'Evaluation mondiale de la dégradation des sols induite par l'homme, le Panorama mondial des approches et technologies de conservation (WOCAT), la Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) l'Evaluation de la dégradation des terres et l'Atlas mondial de la désertification. Précisant que de telles études requièrent un regroupement des communautés scientifiques et politiques, elle a souligné la nécessité d'une facilitation par des experts et d'une traduction des connaissances aux niveaux national et départemental pour éliminer les obstacles tels que le caractère spécialisé des résultats scientifiques, la participation limitée des sciences sociales et les barrières posées par le coût, la langue et la connectivité.

Répondant aux questions soulevées par les participants, Abraham a indiqué que les approches intégrées alimentent l'esprit de réaliser des synergies entre les Conventions de Rio. Elle a fait observer que le coût n'est pas toujours une barrière, précisant que des synthèses de données disponibles locales offrent une alternative rentable aux études comparatives et ont l'avantage supplémentaire d'encourager la participation locale et la validation des indicateurs.

Mercredi après-midi, le président du CST, Safriel, a introduit une session spéciale sur les synergies potentielles entre les trois Conventions de Rio. Graham Maltitz, CCS et Conseil pour la recherche scientifique et industrielle, Afrique du Sud, à fournir, via Skype, un aperçu des progrès réalisés dans la proposition d'étude sur la dégradation des terres et sur leur mise en valeur, entreprise par l'IPBES. Il a souligné l'importance de disposer de plates-formes scientifiques qui soutiennent les organes de prise de décisions politiques, et a mis en relief certains avantages de l'IPBES, y compris, l'ouverture sur différents types de connaissances, sans être obsédé par l'examen par les pairs. Von Maltitz a indiqué que l'IPBES met l'accent sur quatre piliers: la recherche, l'observation, en utilisant l'évaluation de toutes les plates-formes et organes possibles, et l'éclairage conjoint des politiques des trois Conventions. Il a précisé que l'IPBES a entamé une évaluation thématique de la dégradation et de la restauration des sols, dont l'équipe chargée a tenu une première réunion de cadrage en septembre 2014 et l'IPBES a approuvé le rapport de cadrage préliminaire en janvier 2015. Il a indiqué que l'évaluation sera un travail interdisciplinaire, fondé principalement sur les données disponibles, et un accent plus important y sera placé sur les approches anthropologiques et participatives. Von Maltitz a invité les participants à dialoguer avec leurs gouvernements et avec les organisations qui seront désignées le 30 mars 2015, comme auteur ou réviseur de l'évaluation. Il a précisé enfin que l'évaluation sera menée au cours des deux prochaines années et qu'elle devrait être publiée début 2017.

Dans son discours programme, Tomasz Chruszczow, président de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) de la CCNUCC, a donné un aperçu des institutions

et fonctions de la CCNUCC. Il a identifié la connaissance comme un domaine prometteur pour les synergies, appelant à traduire les délibérations scientifiques en un message unique qui soit accessible et compréhensible. Il a souligné l'importance de l'intégrité de l'environnement et de traitement de considérations environnementales d'une manière holistique. Il a également souligné que si l'objectif est de construire un nouveau paradigme de développement à faibles émissions de carbone, alors l'ensemble de la famille des Nations Unies devrait être impliqué dans l'édification d'un cadre apte à nous aider à atteindre cet objectif. Sa présentation a été suivie de plusieurs questions et observations portant, notamment, sur l'exemple établi par les synergies entre les conventions sur les produits chimiques et les déchets, sur la nécessité de créer des synergies entre les objectifs des Conventions de Rio, et sur le rôle des Jeunes dans les délibérations des conventions. Dans ses réponses, Chruszczow a souligné, entre autres: l'adaptation comme étant un riche domaine pour les synergies; la promesse de la GDT en tant que principal message politique des conventions de Rio; et les potentialités des ONG de faire pression sur les divers ministères de leurs pays pour soutenir les ministères de l'environnement dans la mise en place des politiques nationales et internationales.

Graciela Metternicht, ISP et Université de New South Wales, Australie, a présenté un exposé sur le thème « Les pratiques édaphiques: une approche synergique pour les Conventions de Rio ». Elle y a souligné qu'en dépit des boucles de rétroaction claires dans les facteurs et processus de la dégradation des sols, de l'érosion de la biodiversité et du changement climatique, ainsi que des chevauchements thématiques et opérationnels entre les trois Conventions de Rio, il y a peu de coordination au niveau de la mise en œuvre. Elle a mis en exergue un certain nombre « d'impératifs » à prendre en ligne de compte dans la gouvernance, les pratiques et la recherche, pour l'amélioration des synergies, y compris le potentiel d'atteindre une neutralité de la dégradation des terres à travers la réalisation des objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et d'améliorer les moyens de subsistance des petits agriculteurs, à travers des programmes d'adaptation.

Metternicht a déclaré que le principal élément motivant la quête des synergies était, jusque là, le besoin de réduire le fardeau de l'élaboration des rapports au niveau national, vu que les synergies au niveau de la mise en œuvre sont plus difficiles à réaliser. Elle a signalé qu'un point d'entrée possible pourrait être l'adoption d'approches interdisciplinaires par étapes successives dans la classification des zones touchées, avec recours à des techniques et outils géo-spatiaux permettant l'application de mesures de riposte à travers le « continuum de la dégradation des terres ». Entre autres recommandations, elle a souligné: la conduite d'études prospectives basées sur des objectifs convenus au niveau international; « l'établissement de connexions » à travers l'évaluation de la façon dont les pratiques édaphiques contribuent à la concrétisation des objectifs des trois conventions; l'entreprise de recherches opportunes et pertinentes sur les interactions entre la dégradation des terres et le changement climatique; l'achèvement des travaux sur le cadre des indicateurs d'ordre édaphique applicables à la communication des données concernant l'adaptation; et la capitalisation sur les canaux disponibles de collaboration entre les conventions, tels que leurs organes respectifs chargés de l'interface science-politique.

Répondant à une suggestion que le temps est peut-être venu pour l'adoption d'une nouvelle convention intégrée, Metternicht a rappelé que les trois conventions ont été approuvées au niveau national et a souligné le rôle de la société civile dans la conduite d'une approche plus intégrée.

Cinq ateliers ont examiné, mercredi matin, les aspects du thème du suivi et de l'évaluation, et les rapporteurs ont présenté un résumé des recommandations à une séance plénière tenue mercredi après-midi.

Atelier 3.1: Les indicateurs: Jeff Herrick, Département de l'Agriculture, Etats-Unis, a facilité cet atelier, et Alan Grainger, ISP et Université de Leeds, Royaume-Uni, y a servi en tant que rapporteur. Le groupe a examiné les affiches dans un processus facilité, puis a discuté de nouveaux outils et mécanismes de suivi et d'évaluation, ainsi que des nouvelles orientations de travail sur le suivi et l'évaluation avec les indicateurs. Parmi les exposés liés aux affiches, plusieurs étaient axés sur l'estimation du risque et sur la modélisation du risque et les changements du couvert terrestre pour l'estimation du risque, et d'autres étaient axés sur le mesurage des variables particulières, telles que la vulnérabilité et la résilience. Une affiche a tenté de mesurer l'adaptation et plusieurs autres ont porté sur le suivi des accomplissements.

Le groupe a discuté de la nécessité d'élaborer des indicateurs au sein des cadres d'intégration, aux fins d'élaborer des systèmes d'indicateurs utiles. À cet égard, les participants ont souligné l'importance de passer des simples listes d'indicateurs à des ensembles plus cohérents d'indicateurs, et ont suggéré que les bons cadres font une distinction entre indicateurs de l'état d'avancement et indicateurs de la conduite des travaux. Un orateur a souligné que le suivi des indicateurs de la conduite des travaux, peut aider les efforts visant à modéliser les évolutions des indicateurs de l'état d'avancement.

Les participants ont mis en relief deux nouveaux outils pertinents à l'élaboration des politiques. L'un utilise des données satellitaires validées par des données de terrain et comprend des données participatives, des données fournies par une foule d'intervenants, pour montrer, sur de grandes surfaces, que l'agriculture est ou n'est pas résiliente au changement climatique. L'autre consiste à appliquer un cadre d'indicateurs communs permettant d'évaluer la résilience dans le cadre de toutes les conventions de Rio. Certains participants ont suggéré que chaque convention devrait adopter une approche intégrée du suivi, qui ne soit pas biaisée en faveur des services écosystémiques individuels, d'une manière qui risque de compromettre la gestion multifonctionnelle durable des terres. Les discussions ont également mis en exergue un rôle pour l'encouragement de l'utilisation des téléphones portables pour l'engagement des citoyens dans le suivi participatif de l'évolution environnementale.

Atelier 3.2: la télédétection et la cartographie: Cette session a été facilitée par Stefan Sommer, Centre commun de recherche, Commission européenne. Les rapporteurs étaient Richard Escadafal, vice-président du Consortium de la STK4SD, Comité scientifique français de la désertification, France, et Tao Wang, CCS et ISP, Académie chinoise des sciences. L'atelier a examiné 15 affiches.

Escadafal a d'abord présenté un aperçu des résumés soumis, signalant qu'ils ont porté, essentiellement, sur trois domaines: le recours à l'imagerie satellitaire et à d'autres informations géographiques pour évaluer le niveau de dégradation des terres,

à un moment donné; le recours à l'imagerie satellitaire pour détecter les changements survenus; et les développements méthodologiques. Il a introduit les questions d'ordre opérationnel, soumises aux sessions, attirant l'attention sur l'examen de la façon d'utiliser les approches de modélisation et de cartographie aux échelles locale, régionale et mondiale, pour prioriser les zones spatiales nécessitant un suivi et une évaluation approfondis.

Après la séance d'examen des affiches, les participants ont discuté, entre autres: de l'impératif de rattacher l'ordre prioritaire des outils à celui des objectifs; de la nécessité de déterminer des indicateurs appropriés applicables à la dégradation des terres; du besoin d'une méthodologie normalisée ou harmonisée et d'une interopérabilité des données; de l'ouverture de l'accès aux outils et aux données; et de l'importance, également, de la collecte des données concernant la validation sur le terrain, avec citation d'un cas rapporté du Niger, dans lequel des éleveurs ont reçu des smartphones dotés de GPS pour télécharger les informations sur les facteurs de vulnérabilité dans leur parcours de pâturage.

Présentant à la plénière un rapport sur les questions de recherche découlant de la discussion de groupe, Escadafal a mentionné, entre autres, la sélection d'approches appropriées pour traiter les nouveaux types de données actuellement disponibles et l'évaluation des méthodes de suivi disponibles pour proposer une sélection de celles validées.

Atelier 3.3: la sécheresse, l'eau et l'hydrologie: Cet atelier était animé par José Camacho, Organisation météorologique mondiale. Rajendra Pandey, ISP, Inde, et Abdelghani Chehbouni, IRD, y ont servi comme rapporteurs. L'atelier a examiné les questions suivantes: la façon d'évaluer l'efficacité du suivi de la sécheresse et des mesures d'atténuation entreprises dans le cadre de la gestion durable des terres et des eaux; l'exigence minimale requise, en matière d'évaluation, pour permettre aux décideurs de prendre des décisions améliorées quant aux variables à surveiller dans les rétroactions et interactions entre le changement climatique et les DDTs; et la façon d'évaluer les pratiques et technologies durables et de recommander/décider des prises en considération et des applications à plus grande échelle.

L'atelier a suggéré que la gravité et les effets de la sécheresse doivent être étudiés en utilisant une approche multidisciplinaire et un système d'observation basé sur le terrain pour l'évaluation et la rétroaction. Les participants y ont souligné que la gestion des terres des eaux fait partie intégrante du système de suivi de la sécheresse, et que les effets de la sécheresse sur la dégradation des terres et la désertification doivent être étudiés.

Les participants ont recommandé: l'encouragement de la conduite d'études intégrées et multidisciplinaires sur les liens entre les processus édaphiques et la gestion durable des eaux dans le cadre de la lutte contre la désertification et la pauvreté; l'intégration des savoirs locaux et autochtones sur la surveillance de la sécheresse, la conduite d'études d'impact et l'élaboration de mesures de riposte pour la mise en place de mécanismes d'atténuation/d'adaptation; et la détermination de méthodes et techniques pour « l'évaluation intégrée de la vulnérabilité à la sécheresse », utilisant multiples facteurs (physiques, météorologiques, hydrologiques et socio-économiques, y compris la capacité d'adaptation).

Atelier 3.4: La gestion durable des terres/la neutralité de la dégradation des terres: Cet atelier était animé par Graciela Metternicht, ISP et Université de New South Wales, Australie, et

Wafa Essahli, DesertNet International et Sahibzada Irfanullah Khan, CCS, Pakistan, y ont agi en tant que rapporteurs. Les participants ont assisté à neuf exposés d'affiches provenant de 13 pays, regroupés autour des thèmes de la neutralité de la dégradation des terres et les indicateurs qui y sont applicables, du renforcement des capacités des communautés locales, de la mise en place de projets de récupération de terres, de la détermination des biens publics mondiaux, et des options d'utilisation des terres, avec un accent portant, notamment, sur la productivité et l'agroforesterie. Comme recommandations scientifiques à la Conférence, les participants ont proposé: l'intégration des contextes socio-économiques et culturels dans la conduite du suivi et de l'évaluation des mesures de GDT aux DDTs; la prise en compte de l'environnement politique lors de la diffusion des résultats du suivi et de l'évaluation des stratégies d'adaptation; l'élaboration de stratégies d'évaluation au niveau de l'écosystème et le traitement des larges variations temporelles et spatiales en utilisant les technologies SIG et de télédétection; et l'intégration des savoirs traditionnels dans toutes les phases de la riposte aux DDTs, créant ainsi un environnement favorable dans toutes les institutions et partout jusqu'aux limites spatiales; et la priorisation des zones spatiales nécessitant un suivi approfondi. Les participants ont également proposé des recommandations opérationnelles dont, notamment: le rattachement de la GDT à la neutralité de la dégradation des terres (NDT) et son utilisation comme indicateur pour l'évaluation de la GDT; l'évaluation de la viabilité économique des pratiques de GDT et de leur impact sur les moyens de subsistance, en vue d'attirer les investisseurs des secteurs privé et public; la concentration des stratégies sur les mesures de renforcement des capacités à court, moyen et long termes et l'élaboration d'indicateurs de suivi de la GDT et de la NDT au niveau de l'écosystème, aux fins de déterminer, de manière plus efficace, les options d'adaptation au changement climatique et à la dégradation des terres.

Atelier 3.5: le processus de la dégradation des terres: Cette session a été facilitée par Pier Paolo Roggero, DesertNet International. Les rapporteurs y étaient Richard Thomas, ICARDA, et Gordana Grujic, CCS, Serbie. Ouvrant la session, Roggero a signalé que 15 résumés couvrant les processus de l'érosion des sols, de salinisation, de la dynamique de la configuration végétale, et la pollution et l'assainissement des sols, ont été reçus, mais que deux affiches, seulement, ont été soumises, l'une par les Etats-Unis (portant sur une série temporelle de données sur la Production primaire nette au-dessus du sol) et l'autre, par la Turquie (portant sur les mesures de contrôle de l'érosion dans le bassin versant de Coruh). Les participants ont choisi de se concentrer sur deux grandes questions: comment assurer le suivi et l'évaluation de l'efficacité de la GDT et des critères déterminant la réussite des pratiques et technologies; et les exigences évaluatives minimales permettant aux décideurs de prendre des décisions améliorées.

Présentant les résultats et les recommandations, Thomas a déclaré que les discussions ont mis en exergue un certain nombre de questions, dont, notamment, la nécessité: d'une compréhension approfondie « du contexte, de la demande et de l'entité qui demande », permettant d'aboutir à un ensemble minimum de repères et de critères d'évaluation; et d'une perspective temporelle à long terme, tirée de la combinaison

de mesures techniques, telles que la télédétection, avec des histoires racontées par les populations locales. Concluant que « la dégradation d'un homme correspond à l'amélioration d'un autre », il a souligné la nécessité d'aménager de solides espaces multipartites pour l'apprentissage et les alliances, et d'un processus social contribuant à une compréhension commune des problèmes et des solutions.

LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION, LA DEGRADATION DES TERRES ET LA SÉCHERESSE AU MEXIQUE: Jeudi matin, le président de la séance, Matthias Magunda, a invité trois conférenciers à présenter un exposé sur l'état actuel de l'environnement naturel du Mexique. Norma Salomé Munguía Aldaraca, directrice générale du secteur primaire et des ressources naturelles renouvelables, au 'Secretaria de Medio Ambiente y Recursos Naturales', a souligné les facteurs responsables de la dégradation des terres au Mexique, qui comprennent: des conducteurs sociaux, à travers la dynamique démographique du pays; des facteurs économiques, à travers la pauvreté généralisée et la problématique de l'accès au marché; et des facteurs biophysiques, à travers la récurrence des sécheresses et des ouragans. Elle a souligné la nécessité d'actualiser les règlements juridiques et les programmes en vigueur, et a encouragé une plus grande implication des gouvernements au niveau national et au niveau local. Comme principaux défis à relever dans la gestion et la mise en valeur des zones dégradées, elle a mentionné, entre autres: une meilleure compréhension des problèmes et questions à résoudre; la résolution du problème de la fragmentation; l'élaboration de modèles de gestion des terres, qui soient adaptés aux conditions socio-culturelles et écologiques et à l'occupation des sols; et la combinaison des efforts visant à gérer durablement la terre à travers l'établissement de synergies entre les trois Conventions de Rio.

Jorge Rescala Perez, directeur général de la Commission nationale des forêts (CONAFOR) et correspondant national de la CLD, a souligné que la dégradation des zones les plus dégradées du Mexique est d'origine humaine, et que la désertification commence généralement avec les pratiques de défrichage et l'érosion du couvert forestier qui en découle, qui affecte, la plupart du temps, les forêts des zones tempérées. Il a souligné que les forêts abritent 11 millions de personnes issues de communautés principalement autochtones qui sont souvent marginalisées dans les processus décisionnels. Evoquant le Programme forestier national (PRONAFOR 2014-2018), Perez a mentionné comme objectifs nationaux: l'amélioration de la production et de la productivité des forêts; la conservation et la mise en valeur des écosystèmes; la lutte contre les ravageurs forestiers et la maîtrise des nuisibles, des maladies et des incendies; la promotion de la gouvernance forestière et de la participation des propriétaires forestiers; et le renforcement des institutions de GDT pour la facilitation des programmes appropriés. Il a décrit des mesures particulières visant à atteindre ces objectifs et consistant à: augmenter la production de bois à 11 millions de mètres cubes par an; veiller à ce que, d'ici 2018, 3,1 millions d'hectares soient transformés en aires de conservation par le biais de plans de rémunération des services écosystémiques; et mettre en valeur et reboiser un million d'hectares, d'ici 2018. Il a rappelé aux délégués que la CdP 13 de la Convention sur la diversité biologique se réunira à Mexico en 2016.

Jesús David Gómez Díaz, Université Autonome de Chapingo, Mexique, et correspondant de la CDL pour la science et technologie, a parlé des programmes nationaux de suivi des évolutions des DDSS, ainsi que des efforts fournis au Mexique dans le domaine de la mise en valeur. Il a indiqué que l'expérience tirée d'enquêtes de longue date sur la sécheresse, l'eau et d'autres variables climatiques, telles que l'inventaire des utilisations des terres et de la végétation et le 'Programa de Medidas de Prevención y mitigación contra la Sequía', ont permis l'élaboration de nouveaux outils et indicateurs intégrés pour l'évaluation des changements survenus dans les systèmes bio-productifs. Il a conclu en appelant les organes politiques à intégrer ces idées dans des mesures visant à lutter contre les DDTS et a proposé la création d'un comité scientifique régional pour guider ces liens.

LA SESSION DE CLOTURE: Bernard Hubert, président du Consortium de la STK4SD, a annoncé que la session finale de la Conférence scientifique examinera les principales conclusions des discussions qui ont eu lieu durant les trois jours. Il a invité William Payne, président du CCS, et Mariam Akhtar-Schuster, CCS et ISP, à présenter le résultat final de la 3^e de la Conférence scientifique de la Convention (ICCD/CST(S-4)/L.3).

Payne a déclaré que la 3^{ème} Conférence scientifique visait à produire des résultats scientifiques solides qui pourraient éclairer le dialogue et la formulation de politiques à la CdP. Il a souligné que la Conférence a utilisé une « nouvelle approche participative » dans l'exploration des liens entre les systèmes biophysiques et sociaux, mettant l'accent sur la vulnérabilité. Se référant aux conclusions générales, il a indiqué que le rapport reconnaît que bien que « les sciences et technologies de pointe » soient indispensables à la réussite, inverser les contraintes liées aux processus des DDTS et au changement climatique, nécessite finalement une évolution dans le comportement humain et dans les attitudes à l'égard de l'utilisation des terres et des ressources naturelles.

Akhtar-Schuster devait ensuite parler des recommandations politiques de la Conférence. Concluant que « rien faire n'est pas une option », elle a indiqué qu'en vue de donner aux communautés touchées « une chance de se battre », toutes les parties prenantes doivent continuer à travailler pour l'intensification des efforts d'adaptation fondés sur l'utilisation des terres, à travers l'établissement de partenariats multipartites et une collaboration efficace. Elle a informé les participants que les résultats seront transmis à la douzième session du CST et qu'ils seront synthétisés par l'ISP dans un document d'orientation qui sera finalisé à temps pour la CdP de la CCD 12 qui se tiendra en octobre 2015, à Ankara, en Turquie.

Réagissant aux exposés présentés, un participant a remercié les organisateurs pour « l'excellent résumé » des thèmes transversaux et a fait remarquer que, bien que « la politique » soit susceptible de rendre difficile le remodelage des synergies de manière permettant d'aboutir à une convention unique traitant des écosystèmes dans leur ensemble, le résultat obtenu ici pourrait aider à réaligner les objectifs des trois conventions de Rio de manière à ce qu'ils « parlent d'une seule voix ». Un autre orateur a déclaré qu'il avait espéré voir un accent plus affirmé sur les coûts et les avantages de la prise de bonnes décisions.

Hubert a ensuite invité les organisateurs des deux conférences préparatoires à présenter leurs conclusions. Aldrin Martin Perez-Marin, Chercheur, coordination de la recherche, Institut

national des zones semi-arides, Brésil, au nom d'un groupe de correspondants scientifiques et universitaires du Brésil, a présenté les conclusions conjointes d'une série d'ateliers et séminaires organisés dans son pays sur le thème de la désertification et de la dégradation des terres. Il a souligné les recommandations, y compris: l'amélioration de la sensibilisation et conscientisation quant aux causes et effets de la dégradation des terres; la réactivation des services de vulgarisation en milieu rural sur la base des différentes conditions locales; et le renforcement des connaissances académiques à travers la recherche participative, y compris les connaissances et savoirs autochtones, à tous les niveaux.

Kherraz Khatim, Secrétaire exécutif, Observatoire du Sahara et du Sahel, a rendu compte des résultats d'un questionnaire et d'un atelier qui visaient à révéler le point de vue des régions du Sahel et du Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) sur la désertification. Il a indiqué que les participants de la région MENA ont mentionné la croissance démographique comme menace de premier ordre, tandis que les participants du Sahel ont souligné la dégradation des terres, comme menace supérieure. Au sujet du diagnostic de la dégradation, la région MENA a souligné la nécessité de renforcer les réseaux d'observation, et la région du Sahel a souligné le besoin de maintenir et de développer les outils d'observation. Au sujet de la gestion des connaissances, les deux ont mis en exergue le rôle des plates-formes pour l'échange des connaissances et expériences.

Hubert a indiqué que le rapport présenté par Payne et Akhtar-Schuster sera transmis à la CST S-4, pour examen, à sa session de clôture. Il a remercié le Gouvernement mexicain pour avoir accueilli la Conférence, et a remercié les participants, le Secrétariat et le Consortium. Le vice-président du CST, Matthias Magunda, a remercié les participants à la 3^e Conférence scientifique de la CLD et clos la Conférence à 12h48.

LE RAPPORT DE LA 3^{ÈME} CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE DE LA CLD: Le document final (ICCD/CST(S-4)/L.2) souligne, dans le chapitre introductif, l'impact sur la vulnérabilité des écosystèmes et des populations humaines et les interconnexions entre les contraintes liées à la pression démographique, aux pratiques de gestion des terres qui sont incompatibles avec les pratiques traditionnelles, et au changement climatique. Le rapport présente ensuite un certain nombre de conclusions et recommandations de la conférence, articulées sur ses trois thèmes.

Au sujet du diagnostic des contraintes associées aux liens rétroactifs et prédictifs, entre la dégradation des terres et le changement climatique, le rapport souligne la nécessité, entre autres:

- d'indices qualitatifs pour les services qui ne peuvent pas être facilement monétisés, comme les indices culturels et spirituels;
- d'indicateurs opérationnels qui intègrent les connaissances scientifiques et les savoirs locaux, et qui permettent une meilleure compréhension des capacités d'adaptation; et
- d'une plus grande compatibilité entre les méthodes qui permettront de diagnostiquer les contraintes posées à l'amélioration du partage des connaissances et des mesures de riposte, et de faciliter la réduction des scénarios du changement climatique à l'échelle des contextes locaux, ainsi que le passage des contextes locaux à des contextes plus larges.

Pour s'assurer de l'accélération des mesures de riposte à la vulnérabilité, le rapport note la nécessité, entre autres:

- d'impliquer les agriculteurs et d'autres intervenants dans la détermination des problèmes et des solutions de la recherche, y compris les bonnes pratiques;
- d'élaborer de meilleures méthodes de recherche et de communication qui intègrent les données sociales, économiques et biophysiques, y compris les savoirs autochtones et les expériences des agriculteurs;
- de favoriser un environnement de co-apprentissage dans la recherche, qui place la valeur sur le « savoir hybride »;
- d'entreprendre des recherches supplémentaires pour évaluer les impacts sociaux, économiques et environnementaux de la rémunération des services écosystémiques et des services environnementaux comme mesure de riposte à la dégradation des terres;
- d'accorder une plus grande attention aux aspects institutionnels de ces rémunérations, tels que les coûts de transaction et les relations de pouvoir, afin d'évaluer leur efficacité dans la réduction de la vulnérabilité;
- d'appliquer des outils d'analyse de systèmes, y compris la chaîne de valeur; et des analyses de marché, d'identifier les incitations favorisant et les obstacles entravant les solutions durables, y compris l'absence de savoirs traditionnels et locaux, l'absence d'accès au capital ou à la technologie, les barrières linguistiques, l'inégalité entre les genres, les structures de droits de propriété, et la politique environnementale;
- de développer la coopération et la communication pour résoudre plusieurs aspects catastrophiques de la dégradation des terres, tels que ceux liés aux catastrophes naturelles régionales; et
- d'entreprendre plus de recherches sur le rôle des systèmes de connaissance, qu'ils soient fondés sur les savoirs traditionnels, la science moderne ou les deux à la fois, dans la gestion des terres et le développement rural.

Parmi les recommandations particulières au thème du suivi et de l'évaluation, le rapport appelle à:

- passer d'indicateurs de recherche relativement étroits, comme les indices de la végétation et de la dynamique démographique, à un cadre intégré plus cohérent, qui utilise des indicateurs pour caractériser la vulnérabilité;
- d'établir une distinction entre les indicateurs de l'état d'avancement de la dégradation des terres et du changement climatique et les indicateurs des facteurs déterminants;
- de consolider les derniers développements dans le domaine de la télédétection pour permettre le suivi et l'évaluation à différentes échelles et par différentes parties prenantes;
- d'entreprendre des examens, essais et évaluations continus des méthodologies pour utiliser au mieux ces nouveaux types de données; et
- d'élaborer des approches nouvelles et novatrices de gestion et de combiner de grands ensembles de données hétérogènes, qui soient significatives non seulement pour les scientifiques mais aussi pour les communautés engagées qui travaillent à la réalisation de la neutralité de la dégradation des terres.

Dans les chapitres introductifs consacrés aux implications axées sur les politiques, le rapport se réfère à la conclusion du Rapport Impulse qui stipule que le changement climatique expose à une mauvaise gestion des terres plus rapide partout dans

le monde, et limite la capacité des populations de générer des moyens de subsistance, en particulier dans les zones arides. Il souligne que dans le cadre de la mondialisation des marchés, les impacts de la dégradation des terres et du changement climatique sur les zones arides ont des effets plus larges sur d'autres systèmes climatiques et écologiques à travers la migration, les marchés, l'insécurité et les conflits, ce qui nécessite, pour les politiques, des données pertinentes concernant ces facteurs indirects de la désertification. Le rapport souligne ensuite les principales recommandations de politiques articulées sur les trois thèmes de la conférence.

Au sujet de l'amélioration du diagnostic des contraintes le rapport préconise, entre autres:

- des modèles, outils participatifs et scénarios qui différencient entre les changements climatiques directs et indirects et les facteurs humains pour permettre des prises de décisions factuelles sur les options d'adaptation fondées sur l'utilisation des terres;
- des structures, institutions et processus de gouvernance appropriés pour permettre une utilisation efficace de ces connaissances; et
- le traitement des droits de propriété des petits exploitants des terres qui sont déjà sous pression aiguë à cause de la volatilité des prix alimentaires et de la variabilité du climat.

Parmi les mesures de riposte, le rapport appelle à:

- impliquer les parties prenantes dans l'identification conjointe de mesures d'adaptation fondées sur l'utilisation des terres spécifiques à la région, et dans la coproduction de connaissances avec les scientifiques;
- explorer la façon dont l'adaptation fondée sur l'utilisation des terres peut aider à bénéficier d'un appui financier et à faire avancer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), et clarifier la façon dont le financement peut être réparti entre les activités de différentes parties prenantes;
- mettre en place une gouvernance et des institutions efficaces pour améliorer la coordination des actions des diverses parties prenantes sur le terrain; et
- faire face aux coûts sociaux découlant des effets des transformations du système, en particulier, à la lueur de l'augmentation de la spéculation sur les terres et des acquisitions foncières à grande échelle.

Au sujet du suivi et l'évaluation, le rapport appelle à:

- intégrer et valider les données satellitaires et des observations au sol, utilisant des technologies, telles que les téléphones portables, pour impliquer les citoyens, y compris les femmes et les jeunes, dans le suivi participatif;
- faciliter l'engagement multipartite dans le suivi de la GDT, à travers le renforcement des capacités ciblant les court, moyen et long termes; et
- élaborer un cadre d'évaluation commun aux trois Conventions de Rio pour faciliter un suivi équilibré des services écosystémiques multiples et donner un aperçu des nombreux avantages de la GDT.

LA PLÉNIÈRE DE CLÔTURE DE LA CST S-4

Jeudi après-midi, le Secrétariat de la Convention a présenté la version anglaise initiale du rapport de la Conférence scientifique (ICCD/CST(S-4)/L.3), et le président du CST, Uriel Safriël, a invité les délégués à l'examiner. Il a indiqué que ce rapport initial servira de base à l'élaboration d'un rapport plus

détaillé contenant les options politiques pertinentes à examiner avant la réunion du CST à la CdP 12. L'Argentine, le Brésil, l'Érythrée et d'autres ont fait objection au fait que le document ne soit disponible qu'en anglais. L'Argentine, le Brésil, les Philippines, le Pakistan, le Pérou et d'autres ont affirmé que toutes les questions, y compris celles relatives à la neutralité de la dégradation des terres, à la dégradation dans les zones autres que les zones arides, à la question de l'eau, et aux ressources financières, y sont traitées de manière adéquate. L'Afrique du Sud et les États-Unis ont rappelé aux délégués que c'était là un résumé de la conférence scientifique et d'une partie du processus plus large des consultations régionales tenues avant la CdP 12. La Suisse a exprimé sa préoccupation quant au fait qu'un accent trop important y soit placé sur le changement climatique comme cause de la dégradation, au détriment des facteurs de développement socio-économique. Le président du CST, Safriël, a répondu qu'il est présenté comme un facteur direct de la dégradation des terres et qu'il n'y a pas d'accent particulier placé sur lui. Les délégués ont adopté le rapport et ont approuvé son inclusion dans le rapport de la réunion de la CST S-4.

L'Argentine, au nom du GRULAC, a souligné l'importance de l'intégration des communautés locales vivant dans les zones touchées, et la nécessité d'une éducation et communication adaptées au contexte visant à renforcer les capacités et à exploiter le potentiel des savoirs locaux. Elle a appelé à l'amélioration du processus préparatoire des conférences scientifiques futures, de manière à favoriser l'échange des connaissances aux niveaux national et régional et à améliorer le résultat final. Elle a salué le rôle joué par le CCS à cette Conférence, soulignant qu'il a permis une interface entre les différentes sessions et les communautés de la recherche et de la politique.

Victor Castillo, Secrétaire de la CLD, a présenté les progrès accomplis dans l'intégration de la notion de NDT dans le cadre des ODD (ICCD/CST(S-4)/2 et Corr.1). Il a souligné que le travail entrepris par le Groupe de travail intergouvernemental de la Convention sur la neutralité de la dégradation des terres (GTI), établi à la CdP 11, dans l'élaboration d'une définition fondée sur la science et des options de riposte que les parties pourraient prendre en considération si elles entendent s'efforcer à atteindre la NDT. Il a indiqué que la proposition du GTI d'un cadre à plusieurs niveaux, basé sur les indicateurs déjà adoptés par la CdP de la CLD, sera transmis à la Commission des statistiques des Nations Unies (CSNU), qui devrait achever les travaux sur le cadre des indicateurs de suivi de la mise en application des ODD à sa 47^e session en février 2016. Castillo a également signalé que le projet de NDT en cours, mené avec le soutien de la République de Corée, vise à fournir une assistance technique à un groupe volontaire de pays de diverses conditions socio-écologiques, pour la facilitation de l'intégration de la NDT dans la mise en œuvre de leurs programmes d'action nationaux. Signalant que la CdP 12 aura lieu après le Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après 2015, y compris les ODD, il a suggéré que la CST S-4 pourrait vouloir élaborer des directives destinées au Secrétariat sur la façon de procéder avec le concept de NDT

Réagissant à la présentation, le Japon s'est déclaré d'avis que bien que la NDT soit un sujet d'actualité, il est important d'éviter la duplication des travaux du Groupe de travail à composition limitée sur les ODD et ceux du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Brésil, s'exprimant également pour les pays hispanophones d'Amérique latine et des Caraïbes participant à la réunion, a appelé le CST à prendre note de la proposition en attendant les résultats d'autres études menées par la communauté scientifique. Le délégué a exprimé des réserves quant à la formulation actuelle consacrée à la notion de NDT, précisant que la définition ne prend en ligne compte ni les dimensions économiques et sociales, ni l'impératif de renforcer la résilience, outre le fait qu'elle n'ait pas été soumise à un examen scientifique. Réagissant à la question des entités nationales proposées pour le pilotage de la NDT, il a fait remarquer que l'application à grande échelle d'un concept non encore adopté par les parties, « augmente la confusion ».

Le Maroc a appelé la CdP 12 à revoir la définition de la désertification fournie dans la Convention, pour y inclure toutes les zones touchées par la DDTs et pas uniquement les zones arides. S'agissant de la NDT, le délégué a apporté son appui aux appels lancés à l'intégration de nombre d'éléments, dont, la notion de production « équilibrée » et la résilience des écosystèmes.

La Mauritanie a réitéré le principe mondial de solidarité et d'imputabilité à l'égard des changements climatiques, ainsi que la nécessité de soutenir les pays les plus pauvres à mettre en œuvre des mesures de riposte aux DDTs.

Le président du CST, Safriel, devait ensuite inviter les délégués à adopter la décision du CST sur cet article (ICCD/CSD(S-4)/L.2), « Avis scientifique sur le thème: exploration des options susceptibles de permettre la réalisation de la neutralité de la dégradation des terres dans le cadre du développement durable ». L'Argentine a déclaré qu'elle pouvait être d'accord avec la décision, qui indique que le CST a été informé des progrès réalisés sur ce sujet et que ce sujet sera examiné de manière plus approfondie à la douzième session du CST, mais a souligné que la référence à un échange de vue du CST sur « la façon de faire avancer la fourniture de l'avis scientifique sur cette question » doit être supprimée, sachant que cet échange n'aura pas lieu. Le Brésil a apporté son appui à la déclaration de l'Argentine, et la décision a été adoptée telle qu'amendée oralement.

Le CST a ensuite décidé de prendre note du document ICCD/CST(S-4)/2.

Le rapporteur du CST, Matthias Magunda, a présenté le rapport de la réunion (ICCD/CST(S-4)/L.1), lequel rapport, a-t-il précisé, comprend un compte rendu de la session d'ouverture et de l'organisation des travaux de la session ainsi qu'un résumé des discussions qui y ont eu lieu, y compris les délibérations de la 3^{ème} Conférence scientifique de la Convention. Les délégués ont accepté que le rapport soit parachevé par le rapporteur avec l'aide du Secrétariat.

Dans ses remarques de clôture, le président du CST, Safriel, a indiqué que la session a représenté une réunion expérimentale de la conférence scientifique, avec un ratio élevé du temps qui y a été imparti aux débats par rapport à celui imparti à la présentation d'exposés et aux conférences. Il a indiqué que le format employé a permis à la conférence d'évoluer en « processus social ». Il a souligné que le terme « pauvreté » a pris une bonne place au cours de la réunion, et que les participants y ont souligné que le remède avancé par la Convention pour la restauration de terres risquait de s'avérer impuissant face aux changements climatiques. Il a déclaré que le Bureau du CST et l'ISP vont essayer d'être innovants en veillant à faire en sorte que le résultat soit bénéfique pour la CLD, et a précisé que les

produits engloberont une compilation des rapports de la réunion, y compris un rapport contenant les principales conclusions et un document contenant les résultats axés sur les politiques. Il a indiqué enfin que l'ISP compilera le document des options de politiques, qui sera présenté par le CST à la CdP, pour examen.

Victor Castillo, Secrétaire de la CLD, parlant au nom du la Secrétaire exécutive Monique Barbut, a remercié le Gouvernement mexicain pour avoir accueilli la réunion, et les bailleurs de fonds qui ont soutenu la participation des pays en développement. Il a déclaré que ce forum novateur a permis des échanges entre les participants et que le résultat a mis en évidence le lien entre la désertification et le changement climatique, et a reconnu les potentialités de la GDT et des synergies.

Jesús Gómez Carrasco, CONAFOR, au nom à la fois, du ministère mexicain de l'environnement et des ressources naturelles et de la CONAFOR, a remercié les participants pour leur participation dynamique à la conférence, et a affirmé que l'aspect scientifique des politiques discutées à Cancun aidera à la réussite de la CdP 12 à Ankara, en Turquie.

L'UE a déclaré qu'une coopération étroite entre toutes les conventions de Rio et leurs organes scientifiques est indispensable, et que cette réunion y a apporté des contributions claires. Le délégué a indiqué qu'il espérait voir le nouveau ISP veiller à ce que les conclusions de la Conférence scientifique soient intégrées dans les discussions de la CdP et s'assurer que les décisions politiques soient guidées par des preuves scientifiques solides. Il a également souligné l'importance de la coopération entre le groupe de travail sur la NDT et le CRIC.

Le Bénin, au nom des pays africains participant à la Conférence, a fait état d'un certain nombre de préoccupations concernant la réunion, dont, notamment, la faible participation et la faiblesse du financement destiné aux chercheurs africains. Pour remédier à ces lacunes, il a appelé à la création d'une plateforme multidisciplinaire sur les DDSS.

La Turquie a remercié le Gouvernement mexicain pour avoir accueilli la réunion et a invité tous les délégués à Ankara, en Turquie, pour la CdP 12.

S'exprimant au nom des organisations de la société civile, Nathalie van Haren, observatrice à l'ISP et Both Ends, s'est félicitée de l'échange de vues qui a eu lieu, durant la réunion, sur les indicateurs et la recherche multidisciplinaire sur les voies et moyens permettant une expansion de la GDT. Posant la question « Que va-t-on faire des résultats ? », elle a souligné la nécessité d'améliorer la compréhension commune des problèmes et des solutions, d'édifier une solidarité avec les utilisateurs des terres, et de renforcer la collaboration entre les scientifiques et les organisations de la société civile. Elle a conclu par un appel « à la bonne entente, au respect des obligations et à la bonne collaboration ».

Le président du CST, Safriel, a clos la CST S-4 à 17h11.

BRÈVE ANALYSE DES RÉUNIONS

Dans le courant des deux décennies écoulées depuis la négociation de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, la Convention s'est avérée une « convention d'apprentissage », les parties y faisant preuve d'une volonté de dresser des bilans de la situation et d'ajuster les structures et les institutions au cours des années. Le concept de Conférence scientifique est sans doute la meilleure illustration

de cette réflexivité avec le fait qu'à sa troisième édition, qui vient juste d'être clôturée, les participants ont été sollicités de s'engager dans un nouveau format et une nouvelle approche.

La présente analyse se focalise sur le défi posé par le puzzle non encore résolu consistant à combler le fossé entre la science et la politique dans ce contexte, et examine la façon dont l'apprentissage continu au sein de la Convention a impacté: le format de la troisième Conférence scientifique, le rôle de l'institution nouvellement créée de l'Interface science-politique (ISP), et les connexions fondamentales avec le changement climatique et les synergies avec la CCNUCC.

LE DÉFI PERMANENT DE LA TRADUCTION DES CONNAISSANCES EN POLITIQUE

Les Parties à la Convention se sont tournées vers la science pour l'obtention de conseils sur la façon de fixer des priorités et de relever, sur la manière la plus efficace de relever le défi de la dégradation des terres et de concrétiser la GDT. Avec le temps, cependant, des préoccupations ont été soulevées au sujet du fait que les connaissances nécessaires ne sont peut-être pas produites ou transmises dans un format approprié pour une alimentation réussie du processus politique.

En particulier, le format plénier de l'adhésion ouverte du CST, établi dans le texte-même de la Convention, a été remis en question comme manquant de souplesse et n'attirant pas suffisamment d'expertise de la communauté scientifique. C'est en réponse à ce déficit que les parties décidèrent de tenir, parallèlement à la CST 9, une conférence scientifique, à Buenos Aires, en 2009.

Depuis cette première édition, les parties et les acteurs scientifiques et de la société civile qui sont ciblés pour l'apport d'une contribution, ont expérimenté une variété de formats en vue d'aider, de la meilleure façon, à introduire la science dans le domaine de la politique. Toutefois, L'une des difficultés posées dans ce processus d'apprentissage, est le fait que les points de vue y sont divergents quant à la façon, la meilleure, de combler le fossé entre la science et la politique.

En effet, au cours des ateliers tenus à la troisième Conférence scientifique, à Cancun, certains participants ont mis le blâme sur les scientifiques qui ne produisent pas les résultats dont les responsables politiques ont besoin pour la prise de décisions éclairées. Inversement, d'autres ont placé la responsabilité sur les épaules des décideurs et sur la lenteur du processus politique qui est toujours « deux longueurs derrière » la science et les scientifiques. D'autres encore ont attiré l'attention sur la nécessité, pour les scientifiques et les décideurs, de se connecter à ceux qui sont sur le terrain, qui sont confrontés directement aux conséquences de la dégradation des terres et dont la participation et l'adhésion restent essentielles pour la GDT. Ce faire a soulevé des questions, non seulement sur la façon de s'y prendre, mais surtout sur le point de savoir qui doit entreprendre la tâche de traduire la connaissance, qu'elle soit scientifique, pratique, traditionnelle ou locale, en une forme utilisable par, et pertinente pour, les décideurs chargés de fixer des politiques capables de faire face aux DDTS.

L'EXPERIMENTATION D'ATELIERS

Comme cela a été souligné, à la fois à l'ouverture et à la clôture de la Conférence scientifique, le format était le produit de l'expérience tirée des deux premières conférences. En outre, comme l'a souligné le président du CST, Uriel Safriel, dans

sa déclaration d'ouverture, le format- même de la Conférence scientifique est unique parmi les accords environnementaux multilatéraux (AEM), combinant une conférence scientifique avec une réunion des décideurs.

Durant la conférence scientifique, le CST a poursuivi son approche de coordination de planification de chaque conférence avec un consortium d'organismes de recherche. A la 1^{ère} Conférence, en 2009, le consortium d'organisations a chargé des équipes scientifiques de l'élaboration d'une série de livres blancs, dont la teneur était présentée aux cours des plénières programmatiques. A la 2^{ème} Conférence scientifique, en 2013, des résumés ont été sollicités et des documents ont été présentés, dans plusieurs sessions parallèles. A ces deux occasions, certains participants ont signalé que l'accent était mis sur l'écoute d'exposés et ont déploré le manque de temps pour à la fois la tenue d'un débat productif sur la science présentée, et la formulation de recommandations politiques utiles et ciblées. Beaucoup y avaient également exprimé la nécessité d'échanges plus approfondis et plus significatifs entre les scientifiques prenant part aux réunions, mais aussi entre les scientifiques et les décideurs politiques.

S'appuyant sur ces expériences, les membres du consortium organisant le thème Connaissances scientifiques et savoirs traditionnels au service du développement durable (STK4SD) et du Comité scientifique consultatif (CCS) de la conférence ont opté pour une structure et un calendrier donnant la priorité aux débats. Le CCS a commandé un Rapport d'impulsion sur le changement climatique et la désertification, qui a servi de base à plusieurs allocutions programmes et qui a, ensuite, réparti la Conférence en trois sessions portant: sur le diagnostic des contraintes, sur les mesures de riposte et sur le suivi et l'évaluation. Pour chacun de ces thèmes, des résumés ont été sollicités pour l'élaboration d'affiches qui seront présentées dans des ateliers parallèles plus ciblés, de deux heures chacun.

Dans leurs réflexions au sujet de ces ateliers, plusieurs participants ont souligné que ce nouveau format constituait un pas dans la bonne direction et une illustration des enseignements tirés des deux conférences antérieures. Certains ont affirmé que ce format permettait un meilleur équilibre entre la présentation de travaux accomplis sur le terrain et l'opportunité d'une discussion plus approfondie. Néanmoins, il y a eu pas mal de variations dans la manière dont les ateliers étaient organisés, chose qui, selon certains participants, a rendu plus difficile, à ce processus, d'en obtenir des recommandations pertinentes pour les décideurs politiques.

Les participants ont également entendu une mention répétée du fait que plusieurs de ceux dont les résumés étaient acceptés pour présentation, n'ont pas pu faire le voyage pour des raisons logistiques et financières. Ceux qui avaient plus d'expérience avec des conférences scientifiques traditionnelles ont également regretté le temps imparti trop court et les espaces trop restreints dans lesquels les affiches ont été mises à disposition pour lecture, chose qui a empêché des échanges en profondeur avec leurs auteurs. Les débats de l'atelier qui ont suivi les séances consacrées aux exposés sur les affiches ont également mis en évidence l'appétit pour des discussions plus détaillées et plus spécifiques. Cependant, des plaintes ont été formulées pour dire que ces dialogues auraient pu être améliorés à travers une représentation géographique plus importante et une participation accrue de spécialistes des sciences sociales et de détenteurs de savoirs traditionnels et locaux.

TRAVAILLER À L'INTERFACE

En fin de compte, cette structure complexe s'est largement appuyée sur les travaux préparatoires de chaque atelier et leur synthèse élaborée par les modérateurs et les rapporteurs, dont la plupart étaient issus du Consortium des STK4SD, CCS et ISP, ce comité de 20 membres établi par la CdP 11, qui a tenu sa deuxième réunion durant les deux jours précédant la CST S-4. L'ISP est un autre exemple de la volonté des Parties à la Convention de s'engager dans un processus d'apprentissage réflexif et d'élaborer une structure innovante permettant de résoudre, de la façon la meilleure, le puzzle de longue date que pose la question de savoir comment faciliter au mieux l'élaboration de politiques éclairées par des preuves scientifiques dans les AEM. A Cancun, l'ISP avait deux rôles principaux. Premièrement, ses membres, dont le président du CST, Uriel Safriel, étaient chargés de présenter un grand nombre de déclarations programmes et de faciliter ou de présenter des rapports sur plusieurs ateliers. Deuxièmement, les programmes journaliers mentionnaient des réunions de l'ISP matin et soir, tout au long de la conférence, soulignant que ses membres étaient également concentrés sur le thème de l'exploitation minière de la conférence pour en donner des idées pertinentes permettant d'éclairer les politiques. En effet, l'un produit livrable immédiatement que l'ISP s'est fixé, tel que rapporté par Mariam Akhtar-Schuster, au cours de la plénière de clôture, est le reconditionnement des résultats de cette Conférence en un document d'orientation visant à faciliter le suivi à la CdP 12.

Dans le cadre de son programme de travail, l'ISP a été chargé de l'évaluation des deux premières conférences scientifiques dans le domaine du soutien apporté à la prise de décision de la CLD, et ce rapport sera très attendu à la CdP 12. En effet, l'ISP a été créé au milieu d'une insatisfaction à l'égard de la fourniture de conseils scientifiques au processus de la Convention (bien que ce ne soit pas là une préoccupation particulière à la Convention et une préoccupation soulevée dans plusieurs autres AME). Certains participants ont, cependant, souligné que l'ISP est une illustration du succès des conférences scientifiques, précisant que sa création remonte à des recommandations émises par la 1^{ère} Conférence scientifique qui s'est déroulée à Buenos Aires en 2009.

Comme l'a expliqué un délégué expérimenté de la CLD, l'ISP est unique parce que ses membres n'ont été sélectionnés ni pour s'engager dans l'aspect scientifique, ni pour orienter l'aspect politique, mais pour remplir un rôle étroit encore plus essentiel: celui de s'engager dans la traduction ou autre travail de médiation qui relierait ces deux domaines. Cependant, le travail à cet interface-même est un domaine émergent où il n'y a ni règles claires ni bonnes pratiques agréées sur la façon de procéder. En effet, un participant a souligné que, bien qu'ils soient accrédités en matière de science et/ou politique, les membres de l'ISP sont en fait des autodidactes pour ce qui est de leur tâche à l'interface. Ainsi, une grande attention sera accordée au point de savoir si l'ISP a été capable de répondre à ces attentes élevées, lorsque les parties recevront le résultat de leur premier programme de travail, à la CdP 12.

DES SYNERGIES ET DES CONNECTIONS

Outre l'expérimentation d'un nouveau format visant à faciliter les échanges entre la science et la politique, la CST S-4 et la 3^e Conférence scientifique se sont également démarquées par l'accent placé sur les synergies avec les conventions de Rio et

les ODD. En plus d'être littéralement tissée dans l'ordre du jour de la réunion, l'importance des synergies, en particulier avec la CCNUCC, a également été défendue par la secrétaire exécutive de la Convention, Monique Barbut, pour qui c'était la première réunion de l'organe subsidiaire de la Convention, depuis sa nomination.

Cet accent mis sur les synergies est d'ordre fondamental, et le Rapport et les exposés d'impulsion ont souligné les boucles de rétroaction complexes à travers lesquelles la dégradation des terres, le changement climatique et la biodiversité s'interconnectent étroitement, dépassant la compréhension commune du changement climatique et de la dégradation des terres comme étant deux phénomènes distincts. Certains ont fait remarquer qu'ils espéraient voir cette évolution de compréhension attirer l'attention sur la nécessité de mettre en synergie les façons dont les Conventions de Rio sont mises en application sur le terrain. La présence de Tomasz Chruszczow, président du SBSTA de la CCNUCC, qui a également prononcé une allocution, a été soulignée comme un signe de l'intérêt que porte la CCNUCC à la réalisation de ce couplage étroit entre la dégradation des terres et le changement climatique.

L'établissement de connexions a été également l'objet d'appels répétés à la Convention, à impliquer de façon plus importante les utilisateurs des terres eux-mêmes, d'autant plus qu'ils détiennent de précieux savoirs et pratiques traditionnels et locaux, les organisations de la société civile, en particulier, soulignant que dans la lutte contre les DDTs, le vrai travail doit être mené sur le terrain. A cet égard, certains participants ont parlé avec optimisme d'échanges interrégionaux constructifs durant les séances consacrées aux affiches, les ateliers et les diverses manifestations parallèles, sur la détermination de pratiques pouvant être traduites dans les contextes variés locaux. Beaucoup d'intérêt a été également manifesté à l'égard des applications technologiques (dont bon nombre étaient fondées sur l'utilisation de smartphones) présentées au cours de la semaine, qui promettent de faciliter à la fois l'approvisionnement par la foule, de données vérifiées sur le terrain, et le partage des résultats de la modélisation et du traitement intensif de données. Alors que beaucoup ont noté que ces applications ont le potentiel d'autonomiser les communautés locales et de faciliter le partage des bonnes pratiques et, ont-ils espéré, de susciter, à long terme, un engagement plus important de ceux qui se trouvent sur les lignes de front, d'autres ont souligné la nécessité de renforcer davantage ces liens pour permettre une coproduction des connaissances, par tous les acteurs concernés.

Les synergies étaient également évidentes dans l'accent placé, dans le rapport d'impulsion et dans les débats, sur les stratégies « gagnantes à tous les coups », qui pourraient, par exemple, faciliter l'adaptation et renforcer la résilience locale aux changements climatiques, tout en réalisant la GDT, ou même l'insaisissable stratégie « à triple gain », qui réduirait aussi l'érosion de la biodiversité et améliorerait la fourniture de services écosystémiques. Certains participants ont néanmoins mis en garde que des situations « gagnantes-perdantes » sont également inévitables. Ils ont souligné que les décideurs ont besoin de preuves qui les aideraient à établir des priorités et à décider de la façon de faire des compromis stratégiques. Dans ce cadre, les participants à une manifestation parallèle nocturne, étaient enthousiastes à l'égard de plans visant la production d'une Perspective mondiale sur les ressources foncières, qui

pourrait étayer ces décisions. Le premier chapitre, consacré au thème Changement climatique et dégradation des terres, est censé être prêt à temps pour la Conférence sur le changement climatique de 2015, à Paris.

LE PARCOURS PÉDAGOGIQUE

Outre ces synergies avec les développements sur le front du climat, il y aura de nombreuses possibilités pour la poursuite de l'interface science-politique et de l'exploitation de synergies avant que les délégués se réunissent à nouveau, à Ankara, pour la CdP 12. Comme l'ont souligné plusieurs participants à l'issue de la CST S-4, il y a encore nécessité d'une discussion plus détaillée et plus coordonnée sur les indicateurs de la neutralité de la dégradation des terres dans le cadre de l'objectif 15 de développement durable, notamment au sein du Groupe de travail intergouvernemental de la Convention sur le suivi de Rio+20.

Il y aura aussi, pour les membres de l'ISP, des opportunités de tirer profit des délibérations et développements scientifiques pertinents, y compris la Semaine mondiale des sols, à Berlin. Ces manifestations, en plus de la réunion du CRIC à Bonn, qui aura lieu dans seulement quelques semaines, signifient il y aura peu de pauses, dans les prochains mois.

REUNIONS A VENIR

Troisième Conférence mondiale des sciences de l'agriculture intelligente face au climat: Cette conférence poursuivra les travaux des première et deuxième conférences, tenues à Wageningen, aux Pays-Bas, en 2011, et à Davis, Californie, aux Etats-Unis, en 2013. **dates:** 16-18 mars 2015 **lieu:** Montpellier, France **contact:** Agropolis International **téléphone:** +33-4-67-04-75-75 **télécopie:** +33-4-67-04-75-99 **courriel:** csa2015.montpellier@agropolis.fr **www:** <http://csa2015.cirad.fr/index.php/csa2015>

Négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015: Les négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015, qui prépareront le Sommet des Nations Unies, tiendront des séances comme suit: 23 au 27 mars (les ODD et les cibles); 20-24 avril (les ME et le partenariat mondial pour le développement durable); 18 au 22 mai (le suivi et l'évaluation); et du 22 au 25 juin, du 20 au 24 juillet et du 27 au 31 juillet (les négociations intergouvernementales sur le document final). **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015>

CRIC 13 de la CLD: La CRIC 13 sera précédée par des consultations des pays touchés parties aux Annexes de mise en œuvre régionale de la Convention, les 23 et 24 mars 2015. Les délégués y examineront la façon d'intégrer les processus en cours pour l'alignement des programmes d'action nationaux sur les ODD proposés relatifs à la gestion durable des terres. **dates:** 25-27 mars 2015 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la CLD **téléphone:** +49-228-815-2800 **télécopie:** +49-228-815-2898/99 **courriel:** secretariat@unccd.int **www:** <http://www.unccd.int/en/about-the-convention/the-bodies/The-CRIC/Pages/default.aspx>

Indicateurs et données pour un développement résilient au changement climatique: Des données à l'information et connaissance aux mesures de politique: Cet atelier vise à déterminer un ensemble d'indicateurs et des ensembles de

données de base applicables à l'évaluation du développement résilient au changement climatique aux fins de permettre le mesurage dans des domaines tels que les risques naturels, la vulnérabilité, la capacité d'adaptation, l'atténuation, la résilience et le développement. Le Centre commun de recherche Institut de la Commission européenne pour l'environnement et le développement durable (JRC-IES) et l'Unité de l'évolution du climat de la Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement organisent l'atelier dans le cadre des efforts déployés par l'initiative phare de l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique dans l'objectif de renforcer le dialogue politique et la coopération sur les questions de changement climatique. **dates:** 25-26 mars 2015 **lieu:** Bruxelles, Belgique **contact:** JRC de la Commission européenne **courriel:** climindicators@jrc.ec.europa.eu **www:** <https://ec.europa.eu/jrc/en/event/workshop/indicators-and-data-climate-resilient-development?search>

Troisième session de travail du Groupe technique intergouvernemental sur les sols: Le Groupe technique intergouvernemental sur les sols (ITPS) a été établi à la première Assemblée plénière du Partenariat mondial sur les sols (PMS) pour fournir des avis et orientations scientifiques et techniques sur les questions mondiales liées aux sols, principalement au PMS, et aux demandes particulières présentées par des institutions mondiales ou régionales. **dates:** 13-17 avril 2015 **lieu:** Potsdam, Allemagne **contact:** ITPS **courriel:** ITPS@fao.org **www:** <http://www.fao.org/globalsoilpartnership/intergovernmental-technical-panel-on-soils/en/>

3^e Semaine mondiale sur les sols: La 3^eme Semaine mondiale sur les sols fournira une plate-forme pour les discussions sur les questions liées aux sols et aux terres, et la facilitation de l'émergence de nouvelles initiatives et au renforcement de celles déjà disponibles. L'événement est organisé par le Forum mondial des sols de l'Institut d'études de la durabilité (IASS), en partenariat avec plusieurs organismes des Nations Unies, organisations intergouvernementales et internationales et agences gouvernementales allemandes. **dates:** 19-23 avril 2015 **lieu:** Berlin, Allemagne **contact:** IASS Potsdam **téléphone:** +49-331-28822-374 **courriel:** globalsoilweek@iass-potsdam.de **www:** <http://globalsoilweek.org/>

Forum des Nations Unies sur les forêts: La onzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF11) examinera l'avenir de l'arrangement international sur les forêts, sur la base des défis posés et de son efficacité. **dates:** 4-15 mai 2015 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Secrétariat du FNUF **téléphone:** +1-212-963-3401 **télécopie:** +1-917-367-3186 **courriel:** unff@un.org **www:** <http://www.un.org/esa/forests/session.html>

42^e sessions des organes subsidiaires de la CCNUCC: Les 42^e sessions des organes subsidiaires de la CCNUCC se tiendront en juin 2015 avec la réunion du Groupe de travail spécial sur la plate-forme de Durban pour une action renforcée. **dates:** 1-11 juin 2015 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228 815-1000 **télécopie:** +49-228-815-1999 **courriel:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://www.unfccc.int>

48^e réunion du Conseil du FEM: Le Conseil d'administration du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) se réunit deux fois par an pour approuver de nouveaux projets présentant des avantages environnementaux mondiaux dans les zones focales du FEM, et pour fournir des avis et conseils

au Secrétariat et agences du FEM. **dates:** 2-4 juin 2015 **lieu:** Washington D.C., US **contact:** Secrétariat du FEM **téléphone:** +1-202-473-0508 **télécopie:** +1-202-522-3240/3245 **courriel:** secretariat@thegef.org **www:** <http://www.thegef.org/gef/node/10938>

Edition 2015 de la Conférence sur la qualité des terres: Organisée sous l'égide de 2015, Année internationale des sols, cette conférence vise à faciliter l'échange d'informations et de points de vue entre les scientifiques et les acteurs impliqués dans la recherche sur les ressources foncières, la gestion des terres et la politique d'aménagement du territoire. **dates:** 2-4 juin 2015 **lieu:** Keszthely, Hongrie **contact:** Secrétariat **courriel:** lq2015@georgikon.hu **www:** <http://lq2015.georgikon.hu/>

Désertif'actions 2015: Ce forum international de la société civile est organisé sous la devise: « changement climatique et préservation des terres arides: il est temps d'agir! ». La conférence portera sur les trois thèmes de la désertification et la dégradation des terres – intégration des évaluations climatiques dans la prise de décision et la prise de mesures; la durabilité du développement dans les zones arides – création d'une plus grande synergie entre les trois conventions de Rio; et, Pour une société civile pluraliste et organisée – exerçant un impact réel et faisant ce qui doit être fait. **dates:** 10-13 juin 2015 **lieu:** Montpellier, France **contact:** CARI **téléphone:** +33-4-67-55-61-18 **www:** <http://www.desertif-actions.fr/en>

Desertland II: Desertland, la Conférence sur la désertification et la dégradation des terres, réunira des universitaires, la société civile, les gouvernements, les scientifiques et les autres parties prenantes pour examiner les défis liés à la désertification et à la dégradation des terres et élaborer des solutions appropriées. **dates:** 16-17 juin 2015 **lieu:** Gand, Belgique **contact:** Secrétariat **courriel:** info@desertland.eu **www:** <http://www.desertland.eu/>

Edition 2015 de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification: Le Secrétariat de la CLD a annoncé que le devise de l'édition 2015 de la Journée mondiale de lutte contre la désertification est « Il n'y a pas de repas gratuit. Investir dans la santé des sols » les observances nationales et mondiales se réuniront sous le thème « Réalisation de la sécurité alimentaire pour tous à travers des systèmes alimentaires durables » Une manifestation mondiale de l'observance aura lieu à Milan, en Italie, au cours de l'Expo Milano 2015. **date:** 17 juin 2015 **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-2800 **télécopie:** +49-228-815-2898/99 **courriel:** secretariat@unccd.int **www:** <http://www.unccd.int/en/programmes/Event-and-campaigns/WDCD/wcd%202015/Pages/default.aspx>

ADP 3: Comme convenu à Genève en février 2015, la troisième session du Groupe de travail spécial sur la plate-forme de Durban pour une action renforcée (ADP) aura lieu à Bonn, en Allemagne. **dates:** 31 août - 4 septembre 2015 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **télécopie:** +49-228-815-1999 **courriel:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int/bodies/body/6645.php>

Sommet de l'ONU pour l'adoption du programme de développement pour l'après 2015: Le sommet devrait adopter le programme de développement pour l'après-2015, y compris: une déclaration; un ensemble d'objectifs de développement durable, les cibles et les indicateurs; les moyens de mise en œuvre y afférents et un nouveau partenariat mondial pour le développement; ainsi qu'un cadre pour le suivi et l'évaluation de la mise en application. **dates:** 25-27 septembre 2015 **lieu:**

Siège de l'ONU, New York **contact:** Division du développement durable **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/summit>

CdP 12 de la CLD: La 12^e session de la Conférence des Parties (CdP 12) à la Convention, se déroulera pendant deux semaines, à Ankara, en Turquie, pour prendre des décisions concernant la mise en application de la Convention. **dates:** 12-23 octobre 2015 **lieu:** Ankara, Turquie **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-2800 **télécopie:** +49-228-815-2898/99 **courriel:** secretariat@unccd.int **www:** <http://www.unccd.int>

GLOSSAIRE

CONAFOR	Commission nationale sur les forêts, Mexique
CdP	Conférence des Parties
CRIC	Comité pour l'examen de la mise en œuvre de la Convention
CST	Comité de la science et de la technologie
CST S-4	Quatrième session extraordinaire du Comité des science et technologie
DDTS	Désertification, dégradation des terres et sécheresse
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GRULAC	Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes
ICARDA	Centre international pour la recherche agricole dans les zones arides
IPBES	Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques
IRD	Institut de recherche pour le développement
GTI	Groupe de travail intergouvernemental sur la neutralité de la dégradation des terres
NDT	Neutralité de la dégradation des terres
AEM	Accords environnementaux multilatéraux
CCS	Comité scientifique consultatif
SBSTA	Organe subsidiaire de conseil scientifique, technique et technologique de la CCNUCC
ODD	Objectifs de développement durable
GDT	Gestion durable des terres
ISP	Interface Science-Politique
STK4SD	Connaissances scientifiques et savoirs traditionnels au service du développement durable
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique
CLD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification